

# L'ACTION

## NATIONALE

REVUE MENSUELLE

•  
VOLUME XI  
•

*Directeur:* André LAURENDEAU

LIGUE D'ACTION NATIONALE

3472, rue Hutchison

MONTREAL

*Sixième année*

*1er semestre 1938*



## Pour une collaboration vivante

*L'an dernier nous avons publié quelques articles signés par les membres du Jeune-Canada. Désormais, leur collaboration sera plus suivie. Nous sommes heureux d'accueillir nos jeunes amis et nous espérons que leur présence communiquera à la Revue plus de vigueur et plus d'allant.*

*Ils exprimeront librement leur pensée. Leur imposer une censure tracassière, ce serait risquer d'enlever à leurs textes cette verdeur et ce mordant qui plurent jadis et constituèrent une partie de leur efficience. Inversement, leur responsabilité sera engagée exclusivement par les articles qu'ils signeront.*

*D'ailleurs, ç'a toujours été l'un de nos désirs et il est bon que l'occasion nous soit donnée d'y insister: en deçà de quelques principes fondamentaux, nous voulons laisser à nos collaborateurs le plus de liberté possible. Le collaborateur n'est pas un monsieur dont le rôle consiste à signer des pages auxquelles il ne croit pas, ni le directeur, un personnage chargé d'émasculer la pensée des autres. Faut-il le dire? nos jugements ne s'identifient pas toujours avec ceux de nos amis; nous ferions volontiers des chicanes à plusieurs d'entre eux sur des vécilles, et parfois sur des questions qui nous tiennent à coeur mais n'engagent pas l'essentiel. Eh quoi! parce que telle critique frappe raide, que tel essai juvénile manque ici et là de réalisme ou de mesure, faut-il tailler, couper, lécher, friser un article à sa guise? Ce serait le moyen le plus sûr de rendre la Revue terne.*

*Respect pour la pensée du collaborateur, respect aussi pour celle du lecteur. Inutile de dogmatiser là où il n'y a point de dogme. Sur plus d'un point, la discussion reste ouverte. S'il y a la part des directives, il y a aussi celle de la recherche. Donc, celle de la liberté.*

*Tout ceci demeure complexe. Il y a trop de scepticismes dans notre monde pour que nous nous amusions à les aggraver. Mais aussi, trop de fausses certitudes pour que nous résistions à la nécessité de les détruire.*

*Nous nous efforcerons de trouver l'équilibre. Que le lecteur, homme libre, nous y aide.*

## L'ACTION NATIONALE

---

### D'une manière intelligente de "perdre" son temps...

Une semaine d'initiation à la doctrine de l'Église se tenait au collège Jean de Brébeuf, au début de décembre. Les élèves du cours universitaire y assistaient. Les autorités de l'institution n'ont pas craint de leur faire "perdre" six jours entiers pour leur donner quelques principes de base sur la question sociale, un aperçu de la situation présente et pour amorcer peut-être en eux la plus féconde des inquiétudes.

Les professeurs invités étaient presque tous des laïcs (citons de mémoire MM. Victor Barbeau, Philippe Hamel, Léon-Mercier Gouin, Alfred Charpentier, J.-C. Magnan, Paul LeBlanc, André Laurendeau, et — celui peut-être qui fit sur les collégiens de Brébeuf l'impression la plus vive — un jeune Jociste); on leur laissa carte blanche.

Voilà sans doute l'une des initiatives les plus heureuses prises par nos maisons d'enseignement ces temps derniers.

## Le bilinguisme au Canada

Au début de cet ouvrage (1), nous avons dit que le bilinguisme comporte quelque chose de violent dans la vie nationale d'un peuple. Cette violence s'est manifestée à l'aube de notre vie canadienne alors que notre nationalité, à la lumière des textes et de l'esprit des constitutions diverses qui l'ont régie, a voulu orienter sa vie ethnique dans le sens de son destin. Notre irrédentisme a transformé nombre d'assauts en victoires. Il reste cependant que la nécessité de vivre sur la défensive nous a empêchés de prendre conscience de nos valeurs culturelles. Que nous révèle l'héroïque histoire des minorités françaises? — Une série de violations. La fraternité du credo, l'unilinguisme lui a préféré les alliances hostiles. J'admets ce que comporte de beauté morale la lutte pour un droit. Comment oublier, d'autre part, que la civilisation française requiert, pour s'épanouir, plus de calme et d'apaisement que ne lui en procurent les provinces anglo-canadiennes?

Où nous dominons par le nombre, même spectacle attristant dont nous sommes les seuls responsables et que n'illumine même pas la clairvoyance des dangers. Une vie française eût pu s'organiser dans le Québec avec un

---

(1) Cet extrait est la conclusion d'un ouvrage intitulé *Le bilinguisme au Canada*, qui paraîtra en février aux Editions du Zodiaque. Cet ouvrage traitera du bilinguisme au point de vue culturel: aspect historique, aspect pédagogique, aspect psychologique.

minimum d'esprit de suite. Une fausse sécurité nous a fait oublier que nous vivions dans un climat d'essence économique. La lutte nous a couverts de gloire; elle a permis à nos adversaires de nous devancer. De leur avance matérielle, ils nous accablent. La dictature économique, en nous courbant sous son joug, nous a habitués à son service. Elle a dévalorisé, en la privant de la puissance matérielle, la civilisation française à laquelle nous nous targuons d'une indéniable appartenance et d'une efficace participation. La fierté française, comment l'insuffler à la masse de notre peuple, acculé au prolétariat, forme moderne de la servitude antique, et à notre classe moyenne qui, vivant en tutelle, devient la victime de tous les mimétismes? L'invite au décalque a répondu au vide de nos consciences d'où le parfum d'une mystique achève de s'évaporer.

Examinez la situation du Canada français, groupe central et groupes satellitaires. Tous s'agrippent à une réalité française qui s'amenuise. C'est l'enlissement dans l'unilinguisme pratique qui fera de notre langue la langue seconde. Elle se réfugiera d'abord au foyer et, celui-ci une fois accaparé, on la reléguera parmi les langues mortes. Elle sera pour l'élite affaire de conviction ou de raffinement. La majorité des nôtres ne lui concédera plus d'utilité pratique à cause de notre infériorité économique. N'en sommes-nous pas à ce point ultime rendus, nous qui la défendons comme instrument de communication sociale seulement? N'en faisons-nous pas uniquement l'enjeu d'une victoire de l'éloquence et de la dialectique, nous qui avons tant de misère à la bien parler comme une langue vivante?

Une langue, c'est l'expression d'une culture et le véhicule d'une civilisation. Telle, elle réclame mieux qu'une protestation verbale: un effort constant de sublimation. Elle exige une armature plus ferme que la nôtre pour ne pas subir la corrosion extérieure et la désaffection intime. Outre la prédominance que restreignent sans cesse le bilinguisme pratique et le bilinguisme scolaire, en train d'abaisser notre étiage intellectuel et humain, la langue postule la vivification continue d'un enseignement. A cette unique condition, l'illustration de la langue par les oeuvres est possible. Je veux bien reconnaître l'immense mérite de notre enseignement français. Si je le juge à ses fruits, me contestera-t-on d'en estimer l'efficiencé d'une notoire insuffisance? Au jugement de fait historique, c'est un jugement de valeur intégrale qu'opposent ceux qu'inquiète la pusillanimité de notre éducation nationale. La restauration de la culture française, voilà ce qui importe, non pas une culture étriquée par le conformisme, mais compréhensive et sans césure, au nom du réalisme. Tel réalisme — pourquoi ne pas dire le bon sens? — nous avertit de la puérité de vouloir rester français en tournant le dos à la France. Cette attitude ne nous permettrait guère que de profiler l'ombre d'un demi-humanisme sur une jeunesse qui aspire d'abord à être avant qu'on ait le droit de lui reprocher de ne pas agir.

Quelque chose de violent que l'état de peuple bilingue. C'est même quelque chose de tragique. Certes, le tragique figure dans nos vies individuelles aux confins de la chair et de l'esprit, au voisinage hasardeux de nos cellules. Chez nous, on le trouve, comme dans toutes les sociétés modernes, impliqué dans la soumission ou la

rébellion de la sexualité. Eternel problème de l'instinct de vivre que les esprits égrillards ridiculisent, que les pudibonds méconnaissent, ignorant la métaphysique de l'incarnation, que les freudistes exaltent à outrance, n'y voyant pas le doigt du Créateur des individus et des races. Historiens et philosophes qui ont une plus juste notion de l'homme et de la société assignent à l'instinct une place légitime. Une part plus large qu'au pain quotidien, reconnu par le *Pater*, puisqu'il assure une permanence ethnique.

Mais une race se perpétue bien plus par l'esprit que par la chair. Elle ne se survit qu'en prolongeant certaines lignes de forces. Les races dont le legs intellectuel constitue le plus riche avoir de l'humanité ne furent pas les plus grandes numériquement. Autre élément dramatique de notre vie: d'une part, les névroses hideuses qui s'étaient comme des champignons sur les cèdres pourris et, d'autre part, la démission devant l'acte vital, au point de vue culturel. Le bilinguisme, dont seule notre émancipation matérielle atténuera la nécessité, nous l'acceptons comme état normal. Une certaine pédagogie utilitariste ose même y voir un état idéal. Voici la vérité toute nue: c'est un acheminement vers la stérilité, un régime dont il faut atténuer la nocuité, un mal dont il faut enrayer la virulence. L'observation de la précarité de notre vie nationale — économique, sociale, intellectuelle, artistique — est corroborée par la psychologie expérimentale. L'une et l'autre s'accordent, qui restent sur le concret. Notre impuissance culturelle n'est-elle pas une forme de refus à l'acte vital? Le vital, pour une race française, consiste à pouvoir se créer des cadres adéquats, des insti-

tutions qui s'imposent en face des institutions rivales, une vie qui soit un apport original à la civilisation canadienne. Une nationalité ne saurait compter sur des castats pour sa survivance.

Gardons-nous de ne voir dans le problème du bilinguisme que l'aspect négatif. *Nous doit intéresser bien davantage son aspect positif.* Aussi prônonons-nous une promotion de notre enseignement du français. Nous incluons, dans le faisceau des forces nécessaires à la survivance d'une culture, les énergies spirituelles. Nous opinons cependant que le catholicisme dont on nous a accoutumés de vivre devra élever la culture sur le plan de l'humanisme, si l'on veut éviter le divorce entre le couple accidentel que forment l'idée religieuse et l'idée française. Défendre la langue restera un devoir à diversifier selon les circonstances. En réclamer la liberté de l'enseignement s'imposera chez les minorités. Dans le Québec, inutile de dire que le problème de la culture se pose autrement. Que notre vie atteigne l'altitude qui en fera une valeur exemplaire pour nos frères de la dispersion.

L'opiniâtreté dont témoignent les minorités françaises et l'insouciance que nous affichons au service de notre culture ne seraient-elles pas annonciatrices du jugement auquel n'échappe pas une civilisation qui trahit? Ne serions-nous pas dignes du procès dont parle le mythique Franz Kafka? Nécessité d'un catholicisme plus positif dont la mystique nous prémunira mieux que le "préjugé philistin" contre le communisme. Nécessité d'un enseignement qui nous refera, pour les besoins de l'heure présente, une âme plus française. Nécessité d'une promotion

culturelle qui nous rendra plus dignes de nos innéités françaises. Triple nécessité que l'on veut éluder, tant il est vrai que l'organisme social porte en soi, comme l'humain d'ailleurs, les germes qui le dissocieront, et dont le développement imperceptible mais implacable lui cache l'issue mortelle. Mise en demeure, une société se récusé. Ses chefs regimberit. A l'optimisme qui les condamne, ils se cramponnent comme à des certitudes, et l'accusateur qui se dresse pour dévoiler les connivences, stigmatiser les routines, saper les conformismes, se suscite parfois des adversaires inattendus. Qu'importent la bonne foi qui s'égare et la duplicité qui s'entête. On n'élude point le réquisitoire immanent des faits. En leur brutalité, les faits nous avertissent, qu'ils soient d'ordre historique, pédagogique ou psychologique, que l'esprit français, que la langue française, que la culture française, les trois termes du problème non seulement de notre survivance, mais de notre vie, n'ont pas encore reçu leur solution satisfaisante. Notre épanouissement normal attend toujours la surrection vigoureuse de la volonté.

Par la vertu d'une mystique, puisse-t-elle faire converger les efforts vers le problème culturel. Sinon, nous serons accablés du châtimeut que Paul Claudel, dans *Le Repos du Septième jour*, considère comme le plus terrible qui soit réservé à l'homme, celui "des damnés par la lumière". Fulgurence qui nous révélera à nous-mêmes, tels que nous sommes, dans l'indigence de notre demi-humanisme et la laideur de notre nudité spirituelle.

Hermas BASTIEN

## La ruralisation de l'école rurale

Il n'y a pas bien des années, le jeune rural devait, vers l'âge de douze ou treize ans, opter entre le cours classique et l'adieu à l'école. On envoyait au collège classique l'enfant qu'on destinait au sacerdoce. S'il lui arrivait de se diriger vers une profession libérale, on en tirait quelque orgueil, non sans avoir manifesté un peu de chagrin. L'enfant qu'on ne destinait pas au sacerdoce devait se contenter d'un modeste cours primaire élémentaire, très élémentaire. Au sortir de ce cours, il fermait les livres.

Aujourd'hui, heureusement, on admet de plus en plus que l'instruction est indispensable à d'autres qu'aux prêtres, aux médecins et aux avocats. L'instruction agricole, en particulier, recrute chaque année un grand nombre de nouveaux adeptes. Heureux signe des temps! Mais on semble ignorer que notre province est plus riche en ressources industrielles qu'en ressources agricoles. On semble oublier que le succès de notre agriculture sera à l'avenir de plus en plus commandé par l'évolution de notre activité économique prise dans son ensemble. En effet, nul ne saurait décemment nier que notre problème agricole est bien plus un problème économique qu'un problème technique, scientifique.

De cela, notre enseignement ne tient pas compte. A la campagne, l'école n'a pas évolué dans le sens qu'elle aurait dû suivre.

Le cours classique reste à sa place. En dépit de ses symptômes de décrépitude, souhaitons du moins qu'il

reste lui-même. Nous en avons besoin plus que jamais. Gardons-nous d'oublier que le cours classique existe pour ceux qui le suivent. A force de s'apitoyer sur le sort des malheureux qui l'ébauchent à peine, on risque fort d'anéantir les avantages qu'il offrait jadis et qu'il devrait continuer d'offrir à ceux qui le suivent au complet. Mais... glissez, mortels...

Au-dessous du cours classique, le cours primaire élémentaire ne répond pas aux exigences de la vie moderne. Quel complément y avons-nous apporté? Un complément commercial, importé en vrac des villes, pour lesquelles il avait été inventé. Apporté à la campagne par des éducateurs de ville, il est resté un produit d'importation, non falsifié. Pour mettre le comble, nos collègues classiques se sont évertués à le copier. La plupart de nos collègues classiques des centres ruraux annoncent avec emphase un "cours commercial bilingue" ou quelque chose d'analogue.

Résultat? Dans nos campagnes, collèges classiques et académies commerciales déversent chaque année des grattes-papier qui se hâtent d'aller moisir dans les villes ou, ce qui est encore plus lamentable, des fils de cultivateurs qui languissent comme des déracinés sur le bien paternel. Je ne connais rien de plus triste que le spectacle d'un fils de cultivateur étalant devant moi son diplôme commercial pour témoigner de son aptitude aux oeuvres sociales et aux entreprises économiques. Braves amis, que votre sort est cruel!

Nos campagnes ont donc emprunté aux villes un enseignement commercial défectueux, alors qu'il aurait fallu créer sur place le complément requis pour combler

le vide entre le primaire élémentaire et les humanités classiques. Est-ce à dire qu'il eût mieux valu copier servilement les systèmes français ou américain? Nous l'avons déjà trop fait. L'enseignement moyen qui s'adapte aux besoins de la jeunesse française ne répond pas à nos exigences. Au sortir du primaire élémentaire, le petit Français possède un embryon de culture puisé dans la famille et dans le milieu national, tandis que le petit Canadien français est ignare. D'un autre côté, l'enseignement utilitaire qui se donne aux Etats-Unis et chez les Canadiens anglais ne satisfait pas nos esprits avides de principes et de théories. Encore une fois, c'est chez nous même que nous devons inventer le système d'enseignement qui nous convient. Toute importation en bloc nous est préjudiciable.

Notre enseignement moyen doit en tout premier lieu tenir compte du degré d'évolution des cerveaux qu'il a à développer. Sur ce point nul ne me contredira. Je n'insiste pas.

Il doit aussi tenir compte du milieu dans lequel il se donne. Ce principe implique la connaissance du milieu. Ici, il est plus difficile de s'entendre. Certains éducateurs sont bien convaincus que notre province est agricole dans son ensemble; d'autres soutiennent qu'elle est surtout industrielle. Les uns et les autres ne sont pas loin d'avoir raison. Sans attendre les rapports de l'office qui prépare à l'heure actuelle l'inventaire de nos ressources naturelles, il n'y a aucun risque à dire que nos ressources industrielles sont infiniment plus variées, plus abondantes et plus riches que nos ressources agricoles. Malgré cela, ou plutôt à cause de cela, nous devons toujours

nous méfier d'une orientation en masse vers l'industrie, d'autant plus que l'agriculture se révélera de plus en plus indispensable et de plus en plus rémunératrice (à condition qu'elle se perfectionne) à mesure que nos industries prendront de l'expansion.

Quelles que soient nos perspectives et nos ambitions, notre enseignement rural doit donc s'inspirer d'abord des besoins de l'agriculture. Nous avons besoin d'agriculteurs au fait de la technique moderne. Nos écoles moyennes d'agriculture commencent à nous en donner. Souhaitons que nos académies paroissiales remplacent leurs cours commerciaux par des cours postsecondaires d'agriculture. Quant à l'école du rang, il faudrait au plus tôt la débarrasser de tout ce qui n'est pas indispensable à l'enseignement de base.

La technique agricole est indispensable, mais elle n'est pas une panacée. La production est à la base du succès, mais à mesure qu'elle s'intensifie, le problème de la mise sur le marché se complique. L'Union catholique des Cultivateurs, par exemple, préconise l'organisation de coopératives de toute nature, coopératives d'épargne et de crédit, coopératives de transformation, coopératives d'achat et de vente. Pour diriger ces institutions, il faut des hommes qui sachent autre chose qu'aligner des chiffres ou manier la machine à écrire; même la connaissance de l'anglais n'est pas un brevet de compétence pour un gérant de coopérative. Pour gérer ces entreprises, il faut des esprits ouverts, des hommes qui joignent à une certaine culture générale la connaissance des affaires, des institutions civiques et quelques notions de droit. Ces hommes, ces chefs, c'est dans leur région qu'il faut les

former, c'est-à-dire dans le milieu même où ils sont appelés à évoluer.

À côté de l'exploitation agricole, il est inévitable et indispensable que se développent des petites et moyennes industries. La connaissance de nos ressources naturelles et de nos marchés fera surgir ces industries. Elles naîtront viables à condition que nous ayons des hommes, et non pas des mannequins, pour les diriger. Là encore nous aurons besoin du technicien, de l'ouvrier spécialisé, mais nous aurons surtout besoin du chef d'entreprise. Qu'il s'agisse de transformer sur place des produits agricoles ou de lancer des industries répondant aux besoins et aux possibilités d'une région donnée, il faudra que les chefs d'entreprise possèdent une formation qui les prédispose à la connaissance parfaite du milieu, des débouchés, et même de l'éventualité de la concurrence étrangère.

C'est dire que notre enseignement rural moyen doit tenir compte des besoins de la région où il se donne. Sans doute l'enseignement a-t-il pour objet de mettre le jeune homme en mesure de gagner sa vie; mais il doit envisager en même temps le bien général. Or le bien général exige que chaque région utilise ses hommes, qu'elle tire d'eux le maximum de profit, tout en leur permettant de gagner leur vie honorablement.

Chaque région a en outre besoin de garder ses capitaux et de les faire servir à son développement. Deux institutions existantes se prêtent merveilleusement à la régionalisation des capitaux: les caisses populaires Desjardins et les mutuelles-incendie de paroisse ou de comté. D'autres institutions analogues surgiront sans doute d'ici quelques années. Qu'on leur donne des directeurs

compétents. Elles sauvegarderont l'épargne populaire et la feront fructifier, tout en fournissant le nerf de la guerre à toutes les entreprises locales.

Chaque région de notre province — étant elle-même une petite province — a besoin d'une organisation économique complète. Esprit de clocher? Pas tant que cela. Il s'agit tout au plus de supprimer les parasites que sont les intermédiaires. La collaboration entre régions est plus facile et plus efficace que la collaboration (il faudrait dire le marchandage) entre individus de régions différentes. Cela revient à dire que l'enseignement rural moyen doit former des hommes d'initiative, assez larges d'esprit pour voir et apprécier ce qui se passe dans les autres comtés et même dans les provinces avoisinantes, mais assez régionalistes pour susciter et pousser de l'avant des entreprises destinées tout particulièrement à promouvoir les intérêts de leurs régions respectives.

A qui reviendra l'honneur de former ces chefs d'entreprise, ces hommes d'initiative, ces régionalistes? Je l'ai déjà dit, il me semble que nos collègues classiques sont tout désignés pour prendre les devants. Je ne souhaite pas qu'ils accaparent, mais qu'ils donnent le ton. Ils sont bien placés pour le faire. La plupart de nos diocèses forment des entités géographiques distinctes, susceptibles de constituer autant d'entités économiques. Situé au centre du diocèse, le collègue classique, séminaire diocésain dans la plupart des cas, forme les guides religieux et civils de la région. Je ne vois pas d'objection à ce qu'il forme aussi les guides économiques.

Il y réussira à condition de se débarrasser de son "cours commercial bilingue". De grâce, qu'on laisse aux

écoles primaires des villes ces cours abâtardissants. Au lieu de déprécier les humanités classiques en essayant de les moderniser, qu'on organise à côté un cours moyen répondant aux besoins de ceux que les études classiques n'intéressent pas. Au lieu de farcir les jeunes ruraux de chiffres et d'anglais, avant de les envoyer dans les villes, qu'on leur donne un enseignement adapté aux besoins de la région, afin qu'ils y restent et s'y rendent utiles.

Il faut donc remplacer le cours commercial actuel par un cours d'affaires ou d'initiative économique. Le nom importe peu. Ce qui importe, c'est qu'on sorte le primaire du collège classique. On dégagera ainsi les humanités, en attirant à côté d'elles les jeunes qui viennent au collège pour quelques années seulement. Ces jeunes dépourvus de persévérance (ou de finance) acquerront une formation qui les orientera au lieu de les dérouter. Ne venant pas au collège diocésain pour y poursuivre des études élémentaires, ils seront servis à souhait, sans encombrer inutilement les classes du cours de lettres.

Gardons-nous, d'un autre côté, de tomber dans le prétendu "scientifique". Science malheureuse, que de crimes ne commet-on pas sous ton manteau! À qui fera-t-on croire que la science véritable est accessible au cerveau qui n'a pas encore perdu sa consistance de mollusque? A-t-on jamais vu qu'une encyclopédie fût un guide dans la vie? La formation utilitaire, censément scientifique, peut produire chaque année des merveilles chez les Américains et chez nos concitoyens de langue anglaise; les merveilles qu'elle a produites chez nous (ou plutôt qu'elle n'a pas produites) prouvent clairement qu'elle ne convient pas aux Canadiens français.

Je ne demande pas que le cours moyen nous donne des savants, mais des hommes de caractère, de jugement et d'initiative, des patriotes, des hommes d'action sociale, des catholiques. Avons-nous le droit de demander cette merveille à nos collègues classiques? Suis-je téméraire de témoigner autant de confiance à nos collègues classiques? Suis-je naïf de compter sur la clairvoyance et l'esprit d'initiative de leurs directeurs? Qu'on me le dise.

Thuribe BELZILE  
des Jeune-Canada

---

### Résolution de l'Action Nationale

Les Directeurs de la Ligue d'Action Nationale, réunis en séance régulière le vendredi 17 décembre 1937, ont pris connaissance de la déclaration de la Commission générale des Semaines Sociales du Canada concernant la revision de la Loi constitutionnelle de l'Amérique britannique du Nord de 1867, et, fidèles à leur constante politique favorisant un Québec maître de ses destinées, ils l'ont approuvée sans réserve, en soulignant particulièrement le sixième paragraphe de cette déclaration, où il est hautement affirmé que "si certaines modifications sont apportées à ces textes (les articles 91, 92, 93), elles devront respecter l'entière autonomie des neuf provinces, permettant ainsi à chacune d'elles de sauvegarder sa vie politique, sociale, économique suivant les exigences de son territoire et des gens qui l'habitent".

Copie de la présente résolution de la Ligue d'Action Nationale sera remise aux journaux pour publication, vu l'active propagande qui est actuellement poursuivie par l'élément centralisateur de la Confédération.

(Signé) Hermas BASTIEN,  
Secrétaire.

## Misères du colon en 1837

Nous voudrions ajouter quelques détails au tableau que nous publions ici même, en décembre dernier, sur les causes économiques de la rébellion de 1837.

Ce que nous avons dit des difficultés que rencontrait le colon de cette époque est loin d'être poussé au noir. Nous avons cité la lettre qu'un Canadien français de Shipton adressait à la *Gazette de Québec* en 1811. Ceux qui connaissent l'histoire des Cantons de l'Est, des Bois-Francis et de Mégantic savent qu'il ne s'agit pas là de doléances isolées et que la situation n'avait fait que s'aggraver, de 1811 à 1837.

Un contemporain, l'abbé Charles Trudel, nous a laissé des pages saisissantes sur cet enfer dans lequel vivaient des centaines et des milliers des nôtres. Les misères qu'il décrit étaient le lot de tous les colons d'alors; pour la plupart, elles n'étaient point particulières aux Bois-Francis.

Pour pénétrer dans les "cantons", il fallait traverser une chaîne de savanes devenues légendaires; celle de Stanfold est demeurée la plus célèbre. De décembre à avril seulement les voitures pouvaient tenter de les traverser. Encore fallait-il préparer les chemins pour les rendre praticables. On allait, "par corvée de quinze à vingt hommes, battre la neige avec les pieds pour la détremper avec l'eau, sans quoi la glace ne se serait pas formée. Cela ne se faisait pas ordinairement sans que l'on vît plusieurs enfoncer jusqu'au genoux, et souvent jusqu'au milieu du

corps, dans cette eau fangeuse et à demi gelée. Si deux voitures se rencontraient, il n'était pas rare de voir les chevaux, qui mettaient le pied hors du chemin battu, disparaître presque entièrement dans les ornières, d'où on ne les retirait qu'au moyen de cordes et de leviers... Ce fut là cependant le chemin par lequel, pendant près de onze ans, des milliers de colons, hommes, femmes et enfants, ont dû passer pour se rendre dans les Bois-Francis".

A cause de ce manque de chemins, et à cause aussi de leur pauvreté, les colons qui montaient dans les cantons ne pouvaient apporter avec eux que bien peu de provisions. Celles-ci s'épuisaient vite; "aussi la disette était dans la cabane avant que la récolte fût dans la grange". Et c'était la famine. Une seule ressource demeurait alors: traverser à pied la savane pour aller chercher des provisions. "Afin de pouvoir se porter secours, ils partaient, par bandes de dix à quinze hommes, pour faire ce périlleux trajet. On les voyait revenir portant sur leur dos soixante et quatre-vingts livres de farine et quelquefois bien davantage, souvent ayant un sac de provisions sur leur tête et dans leurs mains les ustensiles de cuisine les plus nécessaires... Ainsi chargés, ils allaient l'un devant l'autre, le cou tendu, le corps penché en avant, ruisselant de sueurs, dévorés par les moustiques et les maringouins, le visage en feu, les veines enflées, l'oeil rouge et les lèvres bleuâtres; quelquefois même on les voyait cracher le sang de leur poitrine enflammée... Le chemin ne leur paraissait pas mauvais, lorsqu'ils n'enfonçaient pas jusqu'aux genoux; car souvent, s'ils mettaient le pied à côté des branches et des racines, ils tombaient dans des

mares d'eau bourbeuse où ils pouvaient être exposés à périr... Combien de fois ceux qui passèrent cette savane ont-ils trouvé des malheureux enfoncés jusqu'aux bras avec leurs charges dans ces bourbiers sans fond, se tenant aux racines qu'ils avaient pu saisir... L'un de ces voyageurs, après m'avoir raconté d'une voix émue tout ce qu'il avait enduré lui-même, ajoutait: "Lorsqu'on sortait de ce marécage, on n'avait pas "formance" d'homme; la vase nous couvrait des "pieds à la tête, et il ne nous restait que des habits en lambeaux". Au retour de ces voyages, on les voyait quelquefois trembler de tous leurs membres pendant un temps assez considérable; plusieurs avaient les jambes enflées une semaine et davantage..."

La vente de la potasse et de la perlasse extraites des cendres d'abatis constituait le seul moyen de se procurer un peu d'argent. Mais l'absence de chemins, surtout l'été, empêchait l'expédition de ces produits et par là même le renouvellement des provisions de bouche. Il fallait alors se résigner à crever de faim, ou aller à dix lieues de distance, porter, sur son dos, la potasse à Gentilly, décision que seul le désespoir pouvait dicter. "On vit donc partir en différents temps, de Somerset et de Stanfold, des colons portant sur leurs épaules du "sall" enveloppé dans des écorces et des feuilles d'arbres. Mais toutes ces précautions n'empêchaient point cet alcali de leur faire sentir son effet corrosif. Après avoir brûlé une partie du sac qui le contenait et de leurs vêtements, il pénétrait dans la chair et, quand ils arrivaient à Gentilly, leur dos était tellement brûlé que quelques-uns, dit-on, ne purent en être parfaitement guéris."

Pendant que le père allait ainsi, au péril de sa vie, chercher quelque nourriture pour sauver l'existence de sa famille, les mères et les enfants vivaient d'herbes, de feuilles et de racines bouillies. On se nourrissait surtout d'une sorte d'ail sauvage, nourriture insupportable, au dire de l'abbé Trudelle, et dans la saison des fruits, on dévorait les framboises, les bluets. "Il n'était pas rare d'entendre dire à quelqu'un qu'il avait passé une, deux et même trois journées sans manger." Trudelle cite le cas d'une famille chez laquelle un marchand avait envoyé son commis pour y faire acquitter une dette. En réponse à la demande d'argent, la femme se prit à pleurer et, ouvrant un chaudron où cuisait à gros bouillons verts un mélange d'herbes et de racines: "Venez voir, dit-elle, ce que l'on mange depuis plus d'un mois, et jugez vous-même si l'on peut vous payer." Trudelle termine le récit de ces misères par ces paroles: "Il faudrait à présent, pour achever le récit de ces grandes souffrances, entrer dans chaque chaumière, y voir une mère désolée, des enfants pâles, à demi vêtus, pleurant et demandant à grands cris le pain qu'on ne peut leur donner... Mais pourquoi entreprendrais-je la peinture d'un tableau qu'il n'est pas possible de retracer dans sa triste réalité?"

Après des années de cette vie d'enfer, le colon pouvait goûter certains adoucissements sur une terre qui lui donnait enfin sa subsistance. Par malheur, ainsi que je l'ai déjà rappelé, beaucoup ne détenaient aucun titre de propriété, ils étaient des *squatters* que les huissiers venaient chasser tôt ou tard. Alors, quoi de surprenant si, après avoir enduré toutes ces misères en pure perte, un

pauvre diable, cédant au désespoir, a porté la main, d'un geste convulsif, vers son vieux fusil de chasse et a appelé de tous ses voeux le jour du châtimeut pour les auteurs présumés ou réels de ses maux? Quoi d'étonnant si ses parents et ses amis des vieilles paroisses, informés de ses épreuves, ont, eux aussi, contemplé un peu trop longuement l'arme déposée sur des clous, contre le mur, et si des lueurs rouges ont flotté devant leurs yeux?

Ces entraves de toutes sortes dressées contre l'oeuvre de la colonisation constituaient un de *ces maux qu'aucune société civilisée ne peut longtemps tolérer* (Durham).

Gérard FILTEAU

---

### La liberté des marchands

M. Charles Dunning, ministre fédéral des Finances, déclarait récemment à l'« Empire Club » que les Britanniques qui ont « porté leurs conceptions de la liberté jusqu'aux confins de la terre » ne se laisseront pas réduire en esclavage par les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, mais ils sauront s'organiser, dans l'avenir comme dans le passé, pour défendre leur liberté ».

Nous aimerions savoir ce que les Boers, ce que les Irlandais, ce que les Hindous et ce que les Palestiniens, etc., etc., pensent de la « conception britannique » de la liberté et de la manière dont celle-ci fut portée jusqu'aux confins de la terre.

## Introduction

*L'organisation corporative: tel est le sujet d'études, cette année, que l'Action Nationale propose à ses lecteurs. Sujet d'une pressante actualité.*

*Le corporatisme? Doctrine subversive, crie-t-on, idéologie nouvelle et vénéneuse dont notre jeune démocratie n'a que faire. Ce serait un retour à des institutions du moyen âge barbare; un fascisme déguisé, en guerre avec les traditions britanniques; ce serait la mort des rares libertés qui nous restent, un chambardement radical, la destruction de notre parlementarisme glorieux. Pourquoi tant parler de changement? La bonne vieille prospérité ne revient-elle pas, grâce aux bonnes vieilles formules?*

*Et pourtant, malgré les dénégations intéressées et les clameurs de nos petits bonzes, nous assistons à la déchéance d'un régime, à la fin d'un monde érigé sur les faux principes du libéralisme économique. On a beau se fermer les yeux pour ne pas voir, le désordre des sociétés modernes, de la société canadienne, est un fait et un fait angoissant. La lutte contre le communisme devient une farce cynique si nous ne songeons pas ni ne travaillons à corriger un état de choses intolérable. Sans faute, il nous faut construire une cité nouvelle où les hommes, tous les hommes, nos frères, pourront vivre une vie digne de leur condition humaine. Or, pour cet ordre nécessaire, les Papes et les sociologues qui s'inspirent d'une saine philosophie n'ont pas trouvé mieux qu'une restauration des groupements professionnels et interprofessionnels.*

*Aussi, la question d'une renaissance corporative agite-elle presque tous les pays occidentaux. Déjà, les réalisations se multiplient.*

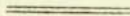
*Serons-nous toujours des retardataires impénitents? "Nous avons ici et là quelques bribes de justice sociale, mais ces semblants de correctifs ne suffisent pas. C'est plus que cela qu'il nous faut: c'est du corporatisme à plein". (S. E. le card. Villeneuve, 17 avril 1937.)*

*La série d'articles que publiera notre revue voudrait dissiper les équivoques dressées par l'ignorance, la mauvaise foi ou les préjugés, et montrer le vrai visage du corporatisme qu'il nous faut. Les objections d'ordre constitutionnel et les difficultés pratiques qu'il rencontre seront loyalement étudiées.*

*Nous n'avons qu'un désir: éclairer les esprits, provoquer des initiatives et une action que les timorés jugeront audacieuses mais qui, seules, peuvent éloigner de notre pays des désastres inévitables.*

*Le corporatisme: notre espoir et notre salut.*

## L'ACTION NATIONALE



*Avez-vous soldé le montant de votre abonnement?*

## Le désordre à corriger

Ça ne va pas! Sur ce point tout le monde ou à peu près tombe d'accord. A moins de nier l'évidence, il ne peut d'ailleurs en être autrement. Dénombrer les bras: combien sont inactifs? Le mal est donc manifeste, frappant. Inutile de se mettre en quatre pour le démontrer. Le chômage en est la preuve mathématique. Jusqu'ici rien de difficile, rien de compliqué. Voici où les choses s'embrouillent.

Voir, regarder, compter ne suffisent pas. Un fait n'a en soi aucune espèce de valeur. Il n'en prend que par le sens qu'on lui donne. En sorte qu'ayant reconnu la crise, il faut ensuite l'expliquer. Comment l'explique-t-on? Du plus savant au plus ignare, chacun à sa manière. Si dissemblables, si contradictoires qu'elles soient par certains côtés, la plupart de ces thèses offrent cependant ce trait commun qu'elles incriminent les choses. Tantôt la machine, tantôt le crédit, tantôt la politique tarifaire. En conséquence, c'est dans le redressement des choses qu'elles cherchent le redressement des hommes. Que vaut cette opinion? En admettant qu'elle soit fondée, où nous conduit-elle? Dans un cul-de-sac.

Bien entendu — et personne n'en disconvient — certains organes du corps social sont plus attaqués que d'autres. Mais à moins de leur prêter une autonomie qu'ils n'ont pas et ne peuvent pas avoir, puisqu'ils sont agis au lieu d'agir par leur propre vertu, il est impossible de les dissocier de l'ensemble de la vie collective. Lo-

caliser le mal n'est en cette matière comme en médecine qu'un des moyens d'approche du diagnostic. Quand on l'a situé, il reste à en déterminer l'origine, les causes. Considérés isolément, le crédit, la machine, la politique tarifaire n'ont qu'une signification incomplète. Etant donné, je le répète, qu'ils n'existent que par et pour le tout, on doit les rattacher au tout. L'ayant fait, on s'aperçoit que la rupture d'équilibre, à quoi se réduit la crise, ne saurait être attribuée à l'affection, au mauvais fonctionnement de tel ou tel rouage, mais, au contraire, que cette ou ces déféctuosités ne sont elles-mêmes que la résultante de la rupture d'équilibre. En d'autres termes, la pathologie est générale.

Un premier fait social nous l'indique: la très grande, la trop grande inégalité dans la répartition des richesses. Nous savons tous, sans qu'il soit nécessaire de fournir de précisions, que l'humanité se divise en deux camps. D'un côté, les possédants; de l'autre, les possédés. Le reconnaître et le déplorer est devenu un lieu commun. Quelque usage qu'on fasse de cette constatation — et on l'emploie principalement à attiser la haine — cette disparité témoigne à elle seule d'une grave, d'une profonde morbidité. Comment une société peut-elle se dire saine lorsqu'elle oppose ainsi ses membres les uns contre les autres? Les classes sont un phénomène naturel tout comme l'inégalité est un phénomène naturel. Il est, par conséquent, absurde de rêver les abolir. Aussi n'en est-il pas question ou n'en est-il plus question dans les régimes mêmes qui sont nés de cette chimère. Les conserver signifie-t-il cependant qu'il faille se résigner à

consacrer, à légaliser l'injustice? On comprend fort bien que les uns, plus habiles, mieux doués, plus laborieux, plus ingénieux, aient plus que les autres. On comprend encore que les uns fassent un meilleur usage de leurs biens et en accumulent davantage. Ce qui répugne, ce qui révolte n'est donc pas le degré qui existe dans l'aisance, le bien-être, mais l'impossibilité dans laquelle se trouve un si grand nombre de seulement se procurer le nécessaire, l'indispensable. Il en était ainsi longtemps avant la crise; il en est plus que jamais ainsi depuis la crise. Et il en sera de même encore, quelques adoucissements qu'apporte une reprise artificielle et éphémère des affaires. On pourra niveler les fortunes — on a déjà commencé — on ne fera jamais en maintenant les institutions actuelles que l'homme cesse d'être un moyen d'enrichissement pour son semblable. On pourra empêcher les gens de mourir — on s'y efforce par les allocations de chômage — on ne fera jamais, en ne changeant rien aux lois présentes, que tous aient une chance égale de vivre.

Voilà un premier témoignage de désordre. Il comporte un corollaire, à savoir: la lutte des classes. Si tous les patrons ne sont pas des exploiters — il s'en manque qu'ils le soient — tous les ouvriers, en revanche, se croient, à un degré divers, des exploités. Et c'est pour lutter contre cette exploitation, en atténuer la rigueur, qu'ils forment bloc, qu'ils s'unissent en syndicats. A tout instant, les intérêts des premiers et des seconds mettent en danger la paix sociale. Les uns ont pour arme le lock-out; les autres, la grève. Un antagonisme véritable existe donc, quoiqu'il ne

se manifeste pas toujours, entre ceux qui détiennent la richesse et ceux qui en réclament, avec raison, une plus juste, une plus large part. Lié envers tous, l'Etat est impuissant à prendre une position franche. Il marchandise ses faveurs selon les nécessités du moment. Tantôt il avantagera le producteur, le commerçant, tantôt l'ouvrier, l'employé. Tantôt il capitule devant le pouvoir économique, tantôt devant le pouvoir numérique, obligé qu'il est pour durer de faire sa cour aux deux. Du premier il attend et il reçoit de quoi payer sa cuisine électorale; du second il escompte les votes. Somme toute, il lui est quasi impossible dans les cas de conflit — et ils sont nombreux — de se prononcer carrément, énergiquement selon que le lui commande l'intérêt de toute la population. Est-ce là encore un signe de santé? Est-il admissible qu'une classe parvienne à imposer ses prétentions au détriment des autres? Et ceux qui ne sont pas patrons, et ceux qui ne sont pas ouvriers, quel rôle jouent-ils en cette affaire? Ont-ils voix au chapitre? Les consulte-t-on? Pas le moins du monde.

Jusqu'à ces tout derniers temps, le producteur avait seul l'oreille du gouvernement. Il parlait et on lui obéissait, tant l'éloquence des chiffres est persuasive, directe. Devant sa toute-puissance, l'Etat abdiquait. N'avait-il pas d'ailleurs à sa défense le dogme des lois économiques naturelles? S'il arrive que l'harmonie soit momentanément troublée, il n'y a qu'à laisser faire. Elle se rétablira d'elle-même. Surtout, qu'on se garde bien d'intervenir. Sinon, c'est le gâchis, le chaos. Et l'Etat sacrifiait à cette nouvelle idole. Il

se tenait à l'écart, impassible, confiant. Ainsi se produisit la première faille dans les fondations de la société. Après avoir engendré la misère, le paupérisme, le capitalisme donnait, par surcroît, naissance aux monstres qui se disputent, aujourd'hui, ses dépouilles. Abandonnés à eux-mêmes — le droit d'association ne leur fut reconnu que plus tard — réduits à un simulacre de liberté, les prolétaires ont été amenés graduellement à se libérer des entraves de la ploutocratie déguisée depuis la Révolution en démocratie. Qui les en blâmerait? Ils n'avaient rien à perdre, tout à gagner. Leur révolte ne fut d'ailleurs pas inutile. Elle eut pour premier résultat d'arracher les gouvernements à leur indifférence, à leur neutralité. A partir de cette heure ils comprirent qu'ils ne pouvaient plus s'abstenir. Ils eurent beau cependant multiplier les lois ouvrières, ils ne réussirent pas à satisfaire toutes les exigences que les privations, la colère, l'envie avaient développées dans les masses. Le socialisme, le communisme étaient nés.

Nés de quoi? Nés de l'égoïsme, de la cupidité, de la rapacité des riches. Sans doute ces vices sont-ils aussi vieux que la terre. Ne chargeons donc pas le capitalisme de plus de péchés qu'il n'en a. Il suffit à sa perdition qu'il ait utilisé les bas-fonds de la nature humaine pour s'étaler, se fortifier, devenir le moteur de toute l'activité économique. C'était afficher trop de confiance en l'individu que de le croire capable de mesurer son appétit à ses besoins et, par tant, de ne lui imposer d'autres freins que ceux d'une législation complaisante et si aisément contournable.

En tolérant que le profit décide du sort des humains on légitimait du coup les pires iniquités. Un être pensant, l'homme? Un être raisonnable? Allons donc! Un instrument, un outil de conquête matérielle. Une marchandise, la plus vile parce que la plus abondante des marchandises. C'est pourquoi, sans vergogne, on l'a enchaîné au service de la production, on l'a industrialisé, on l'a mécanisé.

Puisque tout effort, toute entreprise, toute initiative n'avaient pour fin suprême que le gain, que le lucre, qu'avait-on à se soucier de l'individu? Pouvait-on concevoir qu'il eût des droits, des besoins, des aspirations, une âme? La seule chose qui comptait ou, plutôt, la seule chose qui justifiait son existence était ses bras, sa force physique. Semblable à celle de n'importe quel produit, on évaluait son utilité, sa valeur marchande d'après l'échelle de l'offre et de la demande. Aussi fluctuait-elle avec le marché du travail. Qu'il eût de quoi manger, de quoi parer aux infirmités de la vieillesse, de quoi élever ses enfants, les instruire, n'entraînait pas en ligne de compte. Qu'il eût du repos, des loisirs, du bonheur encore moins. Dans les moments de presse que, par euphémisme, l'on appelle prospérité, on le faisait travailler quatorze heures, même s'il n'avait pas atteint l'âge d'adulte. L'ouvrage venait-il à ralentir, qu'il était mis à pied sans possibilité pour lui de se plaindre, de réclamer, d'invoquer sa détresse, celle de sa famille. À chaque récrimination l'on opposait les principes de l'économie politique dénommée à cause de cela la science de l'inhumain.

La première est que les affaires sont les affaires. Ce qui veut dire qu'elles sont imperméables à tout sentiment de justice, de dignité. L'intérêt prime la fraternité, la solidarité, la charité. Plus exactement, il les nie. Incapable, du moins le pense-t-il, d'en tirer le moindre bénéfice, il refuse de s'en encombrer. Le voudrait-on par miracle qu'un obstacle insurmontable s'y oppose: la concurrence. Le succès, celui dont l'argent est l'unique mesure, allant non au plus méritant, au plus consciencieux, mais au plus habile, au plus fort, au plus rusé, il importe de comprimer les frais de revient au minimum. Parallèlement, il importe d'utiliser l'homme à son maximum. Or, il n'y a pas pour lui, comme pour certaines matières, certains outillages, de prix marqué. Chaque fois donc qu'il faudra abaisser les dépenses, c'est son salaire d'abord qu'on diminuera, c'est son niveau de vie qu'on abaissera.

Egalement en vertu de cette concurrence, l'on a concentré l'industrie, le commerce entre les mains de quelques-uns. Les exigences du progrès sont parfois cruelles, mais on ne peut rien contre. On n'avance qu'en écrasant son voisin. Sous prétexte de débarrasser le marché des faibles, des incapables, des médiocres, et de rationaliser par là l'économie, l'on a, usant de l'intimidation ou de l'étranglement, éliminé les petits et les moyens producteurs. On leur a coupé les vivres, les sources d'approvisionnement, on a avili les marchandises. Grâce aux banques, on les a acculés à la faillite. Et, la place étant nette, le capitalisme a pris alors pleine possession du monde. Jamais dictature n'a été aussi complète, aussi méthodique, aussi tyran-

nique. Qu'elle ait pu, dans l'ordre matériel, accomplir ce que notre siècle de lumières appelle des merveilles, qui s'en étonnerait vu les moyens illimités, quasi fabuleux dont elle disposait. Les gouvernements n'étaient-ils pas sous sa coupe? Ne commandait-elle pas à l'armée des ouvriers, hommes, femmes et enfants? Ne disposait-elle pas de l'épargne? N'avait-elle pas à ses ordres la technique, la science? Personne ne met en doute ses réalisations. Du point de vue humain pourtant, lequel, il me semble, a droit de priorité, quel est son actif? Dans son cerveau, dans son coeur, dans son âme, qu'est-ce que l'individu lui doit?

Etant lui-même inhumain parce que anonyme, irresponsable, quel cas le capitalisme pouvait-il faire de la personne humaine? Dans l'usine, il n'y a pas d'hommes. Il n'y a que des numéros matricules. Il n'y a que des machines. les unes d'acier à l'amortissement desquelles l'on pourvoit chaque année; les autres de chair et d'os, pour lesquelles il est inutile de faire des provisions, sûr que l'on est de les remplacer quand on voudra et presque toujours au prix que l'on voudra. Y travaille-t-on pour la satisfaction de besoins connus, légitimes? Non. On y travaille sans plan, sans se préoccuper de ce qu'il adviendra une fois le point de saturation touché. Y travaille-t-on pour un individu, une famille, un groupe d'individus directement intéressés à la production, à sa qualité, à sa quantité? Nullement. On y travaille pour l'argent. Le patron porte ici le nom de finance. Ecarté, évincé, l'industriel authentique, véritable, de bonne foi. La banque le remplace, en tient lieu. La banque,

dispensatrice, créatrice de crédit. Y travaille-t-on pour le bien commun, le bien général, celui de toute la population? On y travaille pour dispenser quelques privilégiés de travailler. On y fabrique des rentes, des dividendes. Rentes et dividendes prélevés sur le bien-être des ouvriers et des consommateurs. A quoi bon insister? C'est un fait patent, criant, que la société anonyme, quintessence même du capitalisme, ne possède que des organes digestifs. Privée de conscience, elle prive petit à petit ceux qu'elle emploie de leur conscience. Ayant cessé d'être des artisans, des créateurs, ils accomplissent mécaniquement leur tâche, ils ne la considèrent que sous l'aspect du salaire qu'elle leur rapporte. Selon l'expression familière: ils ne s'en font pas. Ils se désintéressent de leur ouvrage, de leur métier. Qu'ils l'acceptent les contente. A leur tour, ils se désagrègent donc. A leur tour, ils ne sont mus que par le gain. Et comme ce gain n'est jamais proportionné à leur faim, ils se croient dégagés de toute responsabilité, de toute honnêteté professionnelle.

Qui s'étonnera après cela que le capitalisme ait lui-même creusé sa tombe? Pris de panique en présence de l'anarchie à laquelle il les a conduits, les Etats qui jusque-là étaient demeurés au-dessus de la mêlée se sont vus contraints d'intervenir. Au nom de la justice, de la solidarité, de l'interdépendance sociale, au nom de la charité, du respect de l'homme, ils se sont évertués par des mesures empiriques, par des improvisations d'enrayer le mal. Mais avant d'en venir aux réformes tentées dans les cadres de la démocratie, disons un mot de celles qui, associant libéralisme et capita-

lisme, ont rejeté les deux. Il s'en rencontre plusieurs et rien ne prouve que le nombre ne s'en accroisse. Il était inévitable que la carence des gouvernements inspirât l'idée d'un gouvernement fort, d'un gouvernement qui ne serait pas le serviteur des seuls riches. Le communisme a été la première réalisation de cette idée, de cet espoir. Il a été la première tentative sur un vaste plan pour affranchir l'individu. Qu'il ait échoué, lamentablement échoué, qu'il ait avili davantage ceux qu'il prétendait devoir relever est aujourd'hui admis par tous les esprits impartiaux. Le bolchevisme est une hérésie sociale et économique. Cela ne fait plus aucun doute. Serait-il une faillite pire encore, qu'il n'en reste pas moins dans l'histoire de notre temps comme une virulente accusation. Que dénonce-t-il? Le désordre érigé en doctrine politique. Le désordre dans lequel nous nous sommes installés et qu'un fatalisme couard nous empêche de corriger.

On a l'air de penser en certains milieux que les Etats totalitaires — et les ranger sous une même dénomination ne signifie point qu'on leur attribue une nocivité égale — sont des fruits de génération spontanée. On a beau jeu d'en relever les erreurs, d'en recenser les fautes, les crimes. On a beau jeu de les condamner. C'est une besogne facile et, en partie, une besogne assez vaine. Je dis vaine parce que nier n'est pas guérir. Poursuivi, traqué, l'individu cherche une issue. Où qu'il aille, on lui crie casse-cou. Ne comprenez-vous pas pourtant que sa patience soit à bout? Ne comprenez-vous pas qu'à l'instant où tout croule il n'ait qu'un seul désir: précipiter la destruc-

tion d'un régime duquel l'expérience lui a appris de ne rien attendre. Voilà cent ans que dure le règne de l'iniquité. Que faut-il de plus, non certes pour excuser, mais simplement pour expliquer les égarements des peuples à la recherche d'un ordre social nouveau? N'est-ce pas logique qu'après avoir été réduits en poussière ils acceptent la cohésion que leur promet et que leur donne l'absolutisme? Le fascisme, le nazisme ne tirent point leur force, leur succès d'ailleurs. Ceux qui s'y soumettent ne croient pas payer leur sécurité trop cher en la payant de leur liberté. Douleuruse méprise, dira-t-on. Nouvel esclavage, ajoutera-t-on. Sans doute, mais esclavage et méprise que nous n'eussions jamais eu à déplorer si l'on n'eût pendant si longtemps toléré l'oppression des masses. Non, les Etats totalitaires ne sont pas des fruits de génération spontanée. Ils n'existent que par notre volonté, ou plutôt, ils n'existent que par notre aveuglement, notre faiblesse.

Tôt ou tard, l'Etat économique élevé au sein de l'Etat politique devait s'effondrer. Dans les pays où la révolution ne l'a pas balayé, la crainte de la révolution en a singulièrement diminué la puissance. Voyez plutôt les Etats-Unis, voyez la France et, à un degré moindre, l'Angleterre, où l'on vient de nationaliser les mines. Y avait-il un peuple où la superstition, la bigoterie du profit eût jamais été poussée aussi loin que chez les Américains du Nord? Nul mieux qu'eux n'a su exploiter le capitalisme jusque dans ses extrêmes limites. De cette économie si vantée, si prônée, citée en exemple à toutes les nations de la terre, et dont

nous nous sommes largement inspirés, que reste-t-il à cette heure? Bien peu, en vérité, malgré les apparences. Et n'eût été le brusque coup de barre à gauche donné par le président Roosevelt, il en resterait certainement encore moins. Là aussi on marchait, on courait à la ruine au nom de la liberté de ci et de la liberté de ça. Là plus que partout ailleurs on laissait faire, on laissait passer.

Et aujourd'hui? Economie dirigée, a-t-on dit de la politique de la nouvelle administration. Qu'on la désigne comme l'on voudra, au fond elle n'est qu'une des formes multiples du socialisme. En promettant de "supprimer les privilèges extraordinaires dont jouissait un groupe d'individus numériquement très faible, mais d'une grande puissance, qui disposait d'une autorité telle qu'elle régissait les affaires, les banques, et même le gouvernement," M. Roosevelt ne parle pas autrement que les socialistes de quelque contrée que ce soit. Les nombreuses mesures qu'il a fait voter et qui contredisent à tout un passé d'économie libre, abusive, en sont l'irréfutable démonstration. Un gouvernement franchement socialiste ne pourrait pas les renier. Toutes ont pour fin de remédier à l'injustice, d'humaniser les conditions de vie. Qu'elles aient été efficaces ou non, qu'elles n'aient atteint que partiellement leur but importe peu en l'occurrence. Je ne les mentionne que pour rappeler que la forteresse elle-même du capitalisme a été ébranlée, gravement ébranlée, qu'elle a subi un assaut qui en présage d'autres d'autant plus redoutables que les premiers auront été infructueux.

Le mur d'argent est également battu en brèche en France. De nouveau ici, à quoi s'en est-on pris? A la dictature financière. Dans quel espoir? Celui d'améliorer le sort des classes laborieuses, de mettre un peu de justice dans les rapports de patrons à ouvriers. Ne chicanons pas les moyens. Ils sont douteux, ils sont précaires, d'accord. Et, quoi qu'on tente, ils le demeureront parce qu'il est évident que la question sociale ne peut pas se résoudre uniquement par des réformes économiques. Le mal est trop profond, trop étendu pour cela. Du point de vue qui nous occupe, il est impossible cependant de les passer sous silence puisque, au même titre que le fascisme, le communisme, le nazisme, ils mettent en accusation le libéralisme et le capitalisme, et l'anarchie qui inévitablement en découle. Ainsi donc, où que l'on regarde, l'on ne voit que perturbations, expériences, révolutions. Chacun à sa façon, tous les peuples réagissent, s'agitent. Plusieurs se trompent, se fourvoient. Mais nous-mêmes, à quelle doctrine allons-nous accrocher notre destin?

Le grand problème est d'en trouver une qui concilie la dignité de l'homme avec la sécurité de l'Etat. Il est, en deuxième lieu, d'ordonner l'activité sans porter atteinte à l'initiative privée. Il est, enfin, de remplacer la lutte des classes par la collaboration des classes. Est-ce demander l'impossible? N'y a-t-il vraiment de remède à nos maux que dans l'assujétissement de l'individu à l'omnipotence de l'Etat? Entre l'Etat-machine et l'Etat-Dieu n'y a-t-il pas une formule qui, prenant l'homme dans son entier, son âme aussi bien que son corps, le respecte et le protège à

la fois? Puisqu'il faut une autorité à la vie collective, où la placer? La donner à l'argent, il n'en est plus question. La donner au travail, pas davantage depuis l'expérience russe. La donner à un homme, qui de nous y songe sérieusement? La donner à un parti, encore moins. Ce serait la morceler, proroger l'irresponsabilité et l'empirisme, assouvir des appétits et en exciter de nouveaux. À qui alors la confier? L'autorité, la continuité, l'unité sont les conditions essentielles de tout ordre politique et économique. De ce que la dignité de la personne humaine nous interdit de les demander à l'absolutisme, il ne s'ensuit pas qu'ils soient introuvables ailleurs. Le corporatisme les possède ainsi que c'est l'objet de cette enquête de l'établir.

Parce qu'il n'est pas une de ces promesses électorales par la magie desquelles toutes les collines sont aplanies, tous les vallons comblés, parce qu'il ne promet pas du soir au lendemain la prospérité après laquelle soupirent les ventres affamés, beaucoup le boudent, y font grise mine. Parce qu'ils le confondent avec le caporalisme, encore plus s'en méfient, le redoutent. Les intellectuels desséchés qui s'arrogent le droit de déformer l'opinion l'assimilent à leur tour au fascisme. En sorte qu'avant même d'être connu, d'être situé par rapport à nos lois, à nos institutions, à nos besoins, il est jugé. Quant à ceux qui, par mépris du temps présent, y accordent leur entière adhésion, en sont-ils mieux avertis? La structure corporative repose sur des principes nettement définis. En comprennent-ils bien le sens, la portée? Il est donc urgent de faire la lumière, de dissiper tout malen-

tendu, toute équivoque afin que, mal informés, on n'aille pas gâcher la seule organisation capable de triompher du désordre dont nous souffrons. Est-ce véritablement une ère nouvelle que nous voulons ou n'est-ce, au contraire, que l'ajustement à nos goûts, à nos égoïsmes de l'ère ancienne? Les gens de gauche savent fort bien ce qu'ils veulent. Si, cette enquête terminée, les autres ne le savent pas, ils n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes de leur défaite et de leur abjection.

Victor BARBEAU



*Avez-vous soldé le montant de votre abonnement?*

---

---

# CHRONIQUES

---

---

Dans la cité

## Croisade antifasciste?

Parce que M. Duplessis a appliqué la loi du Cadenas contre les activités communistes, le parti libéral décide de lancer chez nous une vaste croisade antifasciste.

Doit-on s'en réjouir?

Rappelons d'abord, quoique ni M. Godbout, ni M. Cardin, ni M. Rinfret n'aient fait incursion sur ce terrain, que, pris en soi et malgré ses fautes ou ses erreurs doctrinales, le fascisme mussolinien est un régime beaucoup moins inhumain que le communisme. Quant à l'hitlérisme, ce qui aggrave son cas, c'est sa divinisation de la race allemande, et ce qu'on peut appeler son matérialisme du sang. Jusqu'ici, les orateurs du parti libéral seront d'accord avec nous.

Sur le terrain des faits canadiens-français, le communisme offre-t-il un danger moins grave que le fascisme?

Le marxisme s'implante chez nous dans les milieux pauvres; (c'est à peine s'il séduit quelques-uns de nos "intellectuels"). Il ne constitue pas un péril immédiat, mais une menace sérieuse. Son alliée principale, outre les subventions moscoutaires dont on vient de faire la preuve, c'est la misère du prolétariat urbain, la disproportion entre la pauvreté des uns et la richesse paradoxale de quelques autres. C'est encore le formalisme de notre vie religieuse: pratiques sans conviction, prières d'automates

au lieu d'adhésions intérieures. Sur ce terrain bien préparé, les communistes déploient une activité fiévreuse, et leur démagogie — péché mortel du communisme comme du socialisme — leur donne des armes contre lesquelles les chrétiens peuvent difficilement lutter. Voilà ce qui communique actuellement à l'action syndicale catholique à la fois tout son prix et tout son pathétique.

Chez plusieurs intellectuels nationalistes, autour desquels se groupent quelques milliers de partisans, il y a la tentation du fascisme. Une invasion massive du césarisme totalitaire n'est pas à craindre, mais j'ai peur que certaines idéologies ne risquent, à la longue, de déteindre sur nos conceptions politiques. C'est pourquoi je tentais, en novembre dernier, de mettre ces milieux en garde contre une complicité sourde et tenace en faveur de tout ce qui vient de la droite ou de l'extrême-droite européennes. Mais la position de M. Godbout est bien différente. Il fait de la politique immédiate, de la politique à bout portant. Il s'adresse aux masses. De ce côté, malgré les statistiques du *London Daily Herald* ou celles de M. Arcand, je n'arrive pas à discerner un péril sérieux. M. Godbout agite un épouvantail.

### IL Y AVAIT UNE FOIS...

Son antifascisme consiste à défendre un passé et un présent odieux contre un ennemi problématique. (Cet antifascisme me jetterait dans les bras du fascisme!). Il combat la dictature en vertu d'une notion libérale de la liberté (cf. ses déclarations au banquet du "vingt-cin-

quième anniversaire de l'Association de la jeunesse libérale") (1).

M. Godbout répugne à un régime qui détruit la liberté et la dignité de la personne humaine. Ouais! Nous avons des souvenirs. Il y avait une fois un régime libéral, Monsieur Godbout, au pays de Québec. Dans ce temps-là, on avait la liberté d'opinion à peu près comme, en libéralisme économique, un ouvrier a le droit de crever de faim. Il y avait une fois un régime libéral. Qui-conque osait rappeler les enseignements de S. S. Pie XI dans le domaine social faisait scandale: nous avons des souvenirs. Epoque de liberté, oui: pour la haute finance! On traquait des prêtres, des professeurs d'université coupables d'inspirer, prétendait-on, une poignée de jeunes hommes indépendants. Et la dignité humaine des ouvriers ou des paysans quêtant le patronage, celle des fonctionnaires muselés, des députés eux-mêmes anéantis par la discipline de parti? Il existait une censure, une mise à l'index, des dogmes et des hérésies: M. Paul Gouin en sait quelque chose, qui dut briser les cadres

---

(1) M. Cardin avait parlé du "plus grand bien du monde: la liberté, la liberté qui est la source de tout bien. Non pas la liberté limitée, étouffée, mais libérée dans son essor pour le plus grand bonheur de l'humanité" (rapport du *Canada*, 7/12/37). Cette liberté libérée a paru trop absolue à M. Godbout qui, assure-t-il, n'identifie pas liberté et licence. Quelle sera sa limite? La liberté des autres. "La liberté est absolument recommandable et nécessaire, mais jusqu'à la limite où elle n'entrave pas une autre liberté". Concluons 1— que cette définition est fidèle au plus pur libéralisme doctrinal: c'est ce que notre collaboratrice Andrée Fossier appelait une *technique de la liberté*, 2— qu'elle ne se réalise pas dans le fait puisque, dans le domaine économique-social, la démocratie libérale a donné naissance aux monopoles.

du parti pour conquérir le droit d'exprimer sa pensée et celle de ses amis. Il y avait une fois un régime libéral.

Ere du jeu politicien, de la spéculation politicienne. Les grands problèmes attendaient. Ils attendent encore. Les mesures de salut public prennent l'allure d'une guérilla préélectorale. On se renvoie la balle, indéfiniment. Communisme, fascisme... Et s'il y avait un troisième larçon? Un monsieur très bien, qui parle, lui aussi, de liberté, de démocratie parlementaire, encore de liberté; et qui empêche? M. Godbout devrait pourtant le connaître. (Il y avait une fois un régime libéral). M. Godbout doit le savoir plus redoutable que les forces conjuguées du communisme et du fascisme québécois. Cette menace se nomme: capitalisme libéral; ou, avec moins d'équivoque: les abus du capitalisme. On nous fait assister à une bataille de coqs; des badauds s'assemblent, se laissent hypnotiser; dans les coulisses les millions continuent de danser.

Donc, il y a aujourd'hui dans la province, et malgré l'ordre "nouveau" (1), un hypercapitalisme. Dictature de la finance, règne de la spéculation, de l'anonymat irresponsable. Ces messieurs ne veulent ni du fascisme, ni du communisme, ni du corporatisme, ni du séparatisme, etc.; bref, ils combattent tout ce qui risquerait de les amoindrir. C'est normal. Ils sont en place et se défendent. Ce n'est pas légitime, mais c'est normal. Ils jettent

---

(1) Quand nous parlons, au cours de cet article, de démocratie libérale, nous prenons le mot dans son sens général; il convient au parti conservateur aussi bien qu'au parti libéral, que différencient seulement des modalités de tactique, des hommes ou des intérêts. Il y avait un régime libéral, mais il y a, hélas! un régime conservateur...

à la tête de leurs adversaires d'immenses quartiers de bois. Attendez. Cela fait du bruit. On regarde. Vos ennemis accumulent le bois. Quelle flambée magnifique, au jour de demain!

Il y avait une fois un régime libéral. Nous allions l'oublier. Un régime conservateur fait oublier un régime libéral. Le mal d'aujourd'hui détruit le souvenir du mal d'hier. Vous nous rappelez qu'il y avait une fois un régime libéral. Hier, vous sembliez vous en détacher; aujourd'hui, vous vous en déclarez solidaire. Vous êtes antifasciste (anticommuniste à l'occasion), antiséparatiste, bref, vous vous attaquez à tout ce que redoutent le moyen bourgeois et le grand bourgeois. *Or tout cela sort du régime politique et social que vous défendez.* S'agit-il de séparatisme? on ne saurait prendre au sérieux les indignations de M. Godbout, non plus que celles de M. Duplessis. Libéraux comme conservateurs, vous êtes les pères du séparatisme; le séparatisme est issu de vous, il vous parasite. Ceux qui ont détruit, sous prétexte de le défendre, l'esprit de la Confédération, ceux-là portent la responsabilité du séparatisme. On sacrifiait de gaieté de coeur l'essence du fédéralisme aux mots d'ordre des partis; qu'on ne s'étonne pas si aujourd'hui des jeunes, qui ont foi dans leur nation et ne croient plus à l'unité canadienne, s'attaquent sans détours à la Confédération. La commission Rowell, par exemple, si les soupçons sont justifiés, c'est-à-dire si ses conclusions centralisatrices sont tirées à l'avance, nous prépare pour demain le plus farouche et le plus dynamique des antifédéralismes. Ceux qui l'inspirent s'en doutent-ils? Mais non; et vous verrez bientôt leur surprise. Ils écarquilleront les yeux, ou

bien ils nous chanteront "la Confédération, exigence de fierté". Mgr Camille Roy a peut-être le droit de s'exprimer ainsi; pas eux. Ils l'ont perdu cent fois: écoles acadiennes, écoles du Manitoba, écoles du Nord-Ouest et écoles franco-ontariennes, questions du fonctionnarisme, des chemins de fer, lâchages impérialisants, conscription, grignotage du droit civil français, etc., etc., et surtout *inutilisation dans le Québec des libertés que nous consentait le pouvoir fédéral*: autant de glas qui sonnaient la mort de l'esprit fédéraliste, qui détruisaient l'essence du pacte confédératif.

Eh bien! de la même façon qu'ils ont nourri le séparatisme, de la même façon leur simulacre de démocratie donne naissance au communisme et au fascisme. Mais peut-être défendent-ils le principe démocratique tout en avouant que *notre* démocratie est bien tarée? M. Godbout a pris soin de nous détromper à l'avance: "La démocratie, déclare-t-il, n'aura jamais donné de résultats plus féconds qu'avec le peuple canadien." C'est vouloir à la démocratie beaucoup de mal! Démocratie: gouvernement du peuple par le peuple, acceptation par le plus modeste d'entre nous de ses devoirs et de ses responsabilités civiques...: une définition suffit pour crever la prétention de M. Godbout. Gouvernement du peuple par l'Argent: le plus petit organisateur d'élections connaît l'importance de la caisse électorale; il sait la valeur des télégraphes, des pots-de-vin, des intimidations. Il faut les entendre parler entre eux, ces purs démocrates: "pas d'argent, pas de suisse. M. X. n'a pas de chance, son parti non plus: il leur manque le nerf de la guerre". Le plus petit organisateur d'élections sait qu'élire un homme

n'est point tant un problème politique qu'un problème économique. D'un côté, le suffrage universel, de l'autre, les bailleurs de fonds: voilà l'axe d'une élection. On a résolu la difficulté. On règle une question par l'autre. Grâce à la presse (information faussée, canards, ballons d'essai, publicité massive, de savoureuses calomnies en rédaction), grâce au patronage, on "a" l'opinion; et grâce à l'opinion, on "a" les bailleurs de fonds. Les hommes honnêtes — il y en a — qui firent la politique de parti, ces dernières années, durent fermer les yeux sur des malpropretés qui leur donnaient un haut-le-coeur: entrant dans le jeu, ils devaient en accepter les règles; ils y entraient, ils y demeuraient, et c'est tout de même grâce à eux que le monde n'allait pas plus mal...

Il nous est arrivé d'affirmer que le christianisme n'est pas plus antidémocrate qu'antimonarchiste. Ce n'était point tenter l'apologie du *statu quo*! Nous ne prétendons point embaumer ce cadavre de démocratie qu'on se transmet de génération en génération et qui nous pourrit entre les mains. Libre au parti libéral de défendre ce passé là — qui est son passé, et dont le parti conservateur se trouve l'héritier—. Nous abandonnons la pseudo-démocratie canadienne à son sort (ainsi que la Troisième République, Marcel Hamel: même si nous ne contresignons pas vos simplismes en faveur de la Droite française). Notre refus du dilemme fascisme-communisme ne doit pas servir aux grands pontifes des mensonges politiques actuels; nous ne lèverons pas le doigt pour défendre le régime des partis et la caisse électorale, la tyrannie de l'économique sur le social et le national, une notion fausse du profit, une hystérie de spéculation, un

fait social qui, malgré quelques rapiécages, demeure inacceptable (cf. une déclaration du cardinal Villeneuve que nous citons ailleurs).

A l'occasion des grèves du textile, nous avons reproché à M. Duplessis sa profonde ignorance du problème social. M. Godbout, lui aussi, en a de bonnes; (comme quoi on peut être un excellent technicien agricole et ignorer l'a b c de l'économie sociale...). "Ce qu'on appelle le corporatisme social, déclare-t-il sans rire (toujours d'après le rapport du *Canada*), on le voit réalisé dans le programme libéral, si on entend par là la mise en commun des efforts de chaque classe de la société au bien-être de toutes. Si, par ailleurs, par corporatisme, on entend le fascisme, on peut être assuré qu'avec toute la population de la province, nous y serons toujours irrémédiablement opposés". Nous voulons croire que les mots de M. Godbout ont trahi la pensée de M. Godbout. En langage clair, cela signifie que le corporatisme social s'identifie ou bien au fascisme ou bien au libéralisme. M. Godbout pose le problème en termes politiques; c'est-à-dire qu'il l'escamote. Médiocre prestidigitation! Bien sûr, le corporatisme social refuse d'être une mise au pas brutale de l'économie par le politique; mais il n'en nécessite pas moins un changement institutionnel! *C'est autre chose qu'un vague esprit de collaboration entre classes prêché par ceux qui laissent subsister dans les choses des conflits aigus entre le capital et le travail.* Nous aurons l'occasion de développer cette pensée au cours de l'enquête que nous entreprenons cette année.

En somme, s'il ne faut rien exagérer (la situation de l'ouvrier canadien n'est pas celle de l'ouvrier européen

des années 1850...), admettons cependant que de graves abus subsistent dans notre situation politique, sociale et économique, et que, sous le couvert de la démocratie, une oligarchie financière, une dictature occulte continuent de nous exploiter.

## CONTRE LES ABUS

Et voilà ce qui, en définitive, retiendra notre attention.

A toutes les époques, dans tous les pays, il y a eu des révolutionnaires. Ceux-ci se sont vainement agités la plupart du temps, d'autres fois ils ont réussi.

Quelle fut la cause de leurs victoires?

Les abus du régime qu'ils combattaient.

Les abus: voilà la porte d'entrée de toutes les révolutions, la base des idéologies fausses.

Dans le domaine social, ce qui nourrit l'erreur, ce qui lui ouvre l'oreille des masses, ce sont à la fois les abus et la démagogie. Il faut brider la démagogie, mais il faut surtout anéantir son support. (1)

La société canadienne-française se lézarde. D'immenses problèmes attendent leur solution. Problèmes d'ordre national, social, économique: c'est l'universelle trilogie, qui partout recouvre des carences morales. Nous attendons

---

(1) "Ceux-là surtout méritent d'être condamnés pour leur inertie, qui négligent de supprimer ou de changer des états de choses qui exaspèrent les esprits des masses et préparent ainsi la voie au bouleversement et à la ruine de la société". (S. S. Pie XI, *Quadragesimo Anno*.) "Il n'y aurait ni socialisme ni communisme si les chefs des peuples n'avaient pas dédaigné (les) enseignements et (les) maternels avertissements (de l'Eglise)." (*Divini Redemptoris*.)

de nos chefs politiques une politique de création. Ils nous offrent des mots. Ils répètent des clichés vermoulus.

Antifascisme et même anticommunisme risquent de nous détourner de nos problèmes essentiels. Je ne vois pas bien ce que nous aurons gagné le jour où nous nous battons pour ces mots-là. Je ne dis pas que nous saurons contre des moulins à vent : le communisme est malheureusement une réalité chez nous (et le fascisme commence, qui naît du danger communiste). Mais enfin nous parlons trop d'eux. L'exagération finira peut-être par leur communiquer plus de vie — comme les aventuriers de Jules Romains ont fait sortir d'une illusion la ville de Donogoo Tonka.

Au lieu de concentrer nos efforts contre l'erreur, nous devrions faire en sorte que, matériellement comme spirituellement, les hommes de ce pays vivent dans un climat salubre.

Je ne veux pas sous-estimer les aspirations, les idées qui s'agitent dans les mouvements que nous combattons. Les partisans du communisme — ô dérision ! — défendent la liberté, la justice sociale et s'attaquent aux nationalismes exacerbés. Les partisans du fascisme s'en prennent à la démocratie libérale et individualiste (celle que M. Godbout s'acharne à soutenir), entendent remettre en valeur l'autorité, la responsabilité personnelle du chef, l'ordre — encore qu'ils en aient une notion déformée — et le sens national. Ce sont des éléments dont nous devons faire notre profit ; il y a là de quoi manger pour nous, à condition que nous réussissions à en faire une synthèse exhaustive et que nous ne nous payions pas de mots.

Oui, dans le domaine économique comme dans celui de la pensée, nous sentons le besoin d'une liberté authentique; oui, nous ne devons pas nous laisser aller à la dérive des nationalismes exaspérés et il nous manque un sens aigu de la justice sociale. Mais il n'est pas moins vrai que nos chefs doivent substituer le sentiment de la responsabilité personnelle à cet infâme anonymat du système des partis et de la finance que notre système tolère. Il n'est pas moins vrai que les Canadiens français doivent, grâce à l'éducation, à la politique, à tout ce qui contribue à former un peuple, acquérir la conscience d'eux-mêmes et la volonté de se réaliser pleinement.

Morale: si nos gouvernants veulent vraiment défendre l'ordre contre l'anarchie, les droits personnels contre les dictatures individuelles ou irresponsables, ils doivent cesser d'être la dupe des mots. Dénoncer le fascisme et surtout le communisme, cela peut constituer une préface nécessaire à un mouvement d'envergure; ce n'est qu'une préface. En 1938, dans la province de Québec, cette tâche reste à accomplir, devant laquelle tous les partis ont failli: une politique intégralement nationale, telle que nous l'avons définie l'an dernier, une politique sociale ferme et consciente.

André LAURENDEAU

## Abattus? Jamais!

Le résultat de Lotbinière n'aura étonné que ceux qui ont réussi à conserver une forte dose de naïveté. Il fallait, à tout prix, dompter le candidat nationaliste, faire un exemple: écrasons l'infâme! Permettrait-on qu'une brave population, abruti par soixante-quinze ans de politique alimentaire, commençât à secouer ses chaînes, s'efforçât à redresser la tête devant les fantoches qui l'asservissent? Dieu et Lapointe ne l'ont pas voulu.

Tout a été mis en oeuvre pour assurer la victoire à "l'enfant du comté" et à son parti: les fausses représentations, une organisation très souple et dispensatrice de fonds abondants, des orateurs, "raconteurs de vieilles histoires et ravaudeurs de chansons démodées", habitués à mystifier un électorat peu averti de ses intérêts.

Car l'enjeu était d'importance. Il s'agissait, en bref, d'avertir le gouvernement King, par le truchement du "peuple souverain", que l'orientation de sa politique, nettement préjudiciable aux Canadiens français, ne nous agréé en aucune façon. Nous ne voulons pas, sous quelque prétexte que ce soit, épouser aucune querelle de la Grande-Bretagne. Notre militarisation intensive n'a qu'un but, et chacun le sait: décharger en partie l'Angleterre du fardeau de sa défense. Un plan d'ensemble a été conçu pour la métropole et les Dominions: de hauts officiers britanniques s'emploient à son exécution. Le budget militaire n'est que l'ex-

pression de cette volonté arrêtée de nous utiliser, lors d'un conflit prochain.

La question de la centralisation se pose également. A ce chapitre, nous n'avons que des défaites à enregistrer depuis quelques années: banque du Canada, contrôle de la radio, substitution du conseil des ports nationaux aux commissions locales, projet de l'assurance-chômage, enquête Rowell dont les premières dépositions sont particulièrement éloquents, etc. Il serait temps de poser un cran d'arrêt.

On avouera qu'il s'agitait dans Lotbinière d'autres problèmes que ceux de la nomination d'un maître de poste ou du prolongement d'une voie ferrée. Au terrible réquisitoire de Paul Bouchard, logique, implacable, d'une lucidité conquérante, ses adversaires ont répondu par des échappatoires. Ils ont lâchement abandonné le terrain de la lutte pour se retrancher dans leurs positions partisans, combien mesquines. On a insulté à la jeunesse de Bouchard (Sarto Fournier est-il quinquagénaire?), à son amour de la hiérarchie et de l'ordre — vilain fasciste, va! —, on a brouillé malhonnêtement les cartes en prononçant les pires diffamations.

Ernest Lapointe, grand pontife chargé des sacrifices, y est allé de son homélie. Tout y a passé: les communistes, la mère-patrie, la démocratie, la liberté. La liberté, déesse fuligineuse dont chaque esprit médiocre se réclame. Vous ignorez qu'elle n'est pas un bien extérieur, qu'elle est une conquête quotidienne de l'homme sur lui-même, qu'elle ne peut exister dans la cité que si elle règne d'abord au coeur de l'homme. Entendez-

les parler de liberté, les esclaves des puissances les plus viles, les plus avilissantes! Eux qui n'ont jamais pu regarder en face le clair regard d'un homme libre!

Pourquoi s'emporter en vain? Les électeurs de Lotbinière ont parlé. Ils ont affirmé sans équivoque qu'ils brûlent de se faire trouer la peau pour les autres; qu'ils ont hâte de submerger le pays sous le flot de dettes sans cesse accrues; qu'ils désirent ardemment l'anéantissement de leur nationalité en abandonnant à Ottawa les derniers vestiges d'une autonomie amoindrie. N'est-ce pas ainsi que je dois interpréter votre message, paysans de Sainte-Croix, de Sainte-Emilie, de Saint-Agapit? Est-ce bien là ce que vous avez voulu?

Pauvres chers compatriotes, victimes du plus tragique des destins!

Contre vos familles, contre ce que vous avez de plus cher, des politiciens exploiteront votre pénible concession à l'électoratisme. Mackenzie King, le soir même du résultat, n'a pas manqué de triompher bruyamment: "Ils (les électeurs de Lotbinière) ont voté en tant que Canadiens, plaçant l'intérêt national au-dessus de tout. Ils n'ont pas donné leur appui à des alliances nouvelles et contre nature qui menacent l'unité du Canada". Cette dernière phrase, il faut l'admettre, ne possède pas une limpidité cristalline. Elle obligerait à une laborieuse exégèse; nous nous en dispensons. Les actes, très précis, de M. King et de son gouvernement, nous importent plus que ses propos alambiqués. Dieu merci, nous savons parfaitement où il nous mène. C'est parce que nous le savons que nous nous opposons énergiquement à sa politique néfaste.

En dépit des mésaventures électorales, des sarcasmes des cerveaux brûlés et des ventres avides, convaincus qu'un redressement n'est jamais chimérique tant que vit, au fond du coeur, une lueur d'espérance, nous sommes quelques-uns, au pays de Québec, qui croyons fermement au triomphe du bon sens sur la sottise, de l'ordre sur le chaos, de la vie joyeuse et saine sur les forces de l'ombre.

Nous ne nous figeons pas dans une attitude. Nous ne sommes pas des pêcheurs de lunes. La vie nous a appris, plus tôt, plus brutalement, plus profondément peut-être qu'à nos aînés, l'inquiétude d'un monde troublé, le frisson des générations qui soldent le coût des crimes qu'elles n'ont pas commis. Cette succession, si lourde soit-elle, nous l'acceptons allégrement. Nous nous opposons toutefois à ce que des vieillards malfaisants la grèvent davantage, afin de satisfaire leurs vanités ou leurs lubies. Dressés sur notre sol, nous le défendrons pouce à pouce, le cas échéant; notre patrie, qu'on le sache, c'est le Canada français. Le geste de Vimy, nous ne le répéterons pas. Les conflits étrangers nous indiffèrent ou ne piquent notre curiosité qu'à titre d'informations. Nous ne nous y sentons pas engagés. Ceux qui rêvent d'une conscription éventuelle feraient bien de ne pas l'oublier: nous leur offrirons une résistance désespérée.

À bien y penser, le verdict de Lotbinière n'en est pas un; trop de facteurs accessoires y ont contribué. Il nous rappelle cependant un devoir urgent: organiser, par tous les moyens, nos compatriotes, en vue de faire échec aux menées militaristes. La lutte pour notre

autonomie en est un à ne pas négliger. Le sentiment canadien-français est unanime; ce sont les politiciens qui s'évertuent à nous diviser artificiellement en clans ennemis. Le jour où chacun se rendra compte de l'imminence du péril, un grand pas sera fait.

Il ne s'agit plus de préférences, de tendances ou d'affinités politiques. Nous dépassons infiniment ces misères. Il se pose à nous, littéralement, une question de *vie* ou de *mort*. Pour toi, mon frère des villes et des campagnes, pour toi, mon peuple tout entier.

J'attends ta réponse, j'écoute le battement de ton coeur qui ne sait pas faillir.

Roger DUHAMEL

POUR FEVRIER: *Commentaires sur le résultat de l'élection de Saint-Henri.*

### L'assurance-chômage

Il se joue autour et en marge de la Commission Rowell une très grosse partie. Avec une inquiétante unanimité, les "piliers" de la finance, de l'industrie, de la politique, oubliant leur rivalité de clans, tentent de convaincre la population de la nécessité de réformer la constitution et de renforcer le pouvoir fédéral, Aujourd'hui c'est un ex-premier ministre conservateur, demain c'est un sénateur libéral; trois jours après, un ancien ministre bleu, un peu plus tard un grand banquier ou un industriel. Tous ces gens-là, bien entendu, font de la réforme de la constitution une question de dollars et cents.

Ceux d'entre nous qui croient qu'une telle question entraîne plus et mieux que des conséquences économiques

feraient donc bien, non seulement de tenir l'oeil ouvert, mais d'agir, d'organiser la contre-propagande.

L'initiative la plus étonnante qui ait été prise à la même fin, c'est bien celle du gouvernement King proposant d'instituer immédiatement un système fédéral d'assurance-chômage. M. King, explique-t-on, a voulu courir au-devant du reproche qu'on lui aurait peut-être adressé de se servir de la Commission Rowell comme d'un paravent, de s'en faire un prétexte pour ajourner des tâches nécessaires. L'explication vaut ce qu'elle vaut: pas cher. L'institution de l'assurance-chômage, ayant attendu jusqu'ici, pouvait attendre encore quelques mois. Nous sommes même d'avis qu'elle pourrait attendre encore longtemps, et qu'en fait de tâches nécessaires il en est de plus pressantes et de mieux inspirées.

Nous nous demandons si cette manoeuvre n'avait pas simplement pour objet de brusquer les choses et d'ouvrir une première brèche dans la constitution et, à la faveur du précédent ainsi créé, de faire éventuellement passer ce que l'on voudrait. Le choix même de l'assurance-chômage le laisserait croire. En effet, une telle proposition a une incomparable valeur électorale. Elle était donc tout à fait propre à embarrasser les premiers ministres désireux de sauvegarder à la fois l'autonomie de leurs provinces respectives et le prestige de leur propre parti.

Chacun attendait naturellement avec beaucoup de curiosité et aussi un peu d'inquiétude la réponse de M. Duplessis. La province de Québec a, de tenir à son autonomie, des raisons qu'il est inutile de rappeler ici. L'abandon au gouvernement fédéral de la juridiction en

matières sociales la priverait d'une de ses dernières prises sur l'économique. Depuis 30 ans notre province s'est dotée d'institutions uniques au Canada et qui sont l'expression du particularisme à la fois ethnique et religieux de 80 p.c. de la population. Exemple: les Syndicats Catholiques et Nationaux, l'Union Catholique des Cultivateurs, groupements organisés selon l'esprit de la doctrine sociale de l'Eglise. Grâce aux instances des Syndicats, la province a inscrit dans ses statuts un faisceau de lois ouvrières d'une haute inspiration sociale et chrétienne. Exemple: la loi des syndicats professionnels et la loi d'extension juridique des conventions collectives de travail. Le syndicalisme catholique nous a ainsi rendu le service de corriger ce que notre droit civil avait de trop étroitement individualiste en introduisant dans quelques-unes des lois auxquelles il sert de fondement le point de vue social. Dans son domaine, l'Union Catholique des Cultivateurs, bien que de fondation récente, a déjà à son crédit une foule de réformes qui, pour n'avoir pas toujours la portée de celles que nous venons d'attribuer aux syndicats catholiques, n'en sont pas moins fort intéressantes. Tout cela constitue un commencement trop beau et trop prometteur pour qu'il nous soit permis d'y renoncer sous un vague prétexte d'économie.

Toute réforme politique ou sociale qui, directement ou indirectement, affecterait le régime juridique de la province de Québec ou limiterait l'influence sociale du catholicisme, atteindrait notre peuple dans deux de ses prérogatives essentielles, garanties par les lois et nécessaires à l'épanouissement normal de sa personnalité. Tel serait l'abandon au gouvernement fédéral du droit de

légiférer en matières sociales. Et c'est pourquoi la province de Québec doit formellement refuser son adhésion à un pareil projet.

Heureusement la réponse de M. Duplessis a été telle qu'on s'y attendait dans les milieux où l'on connaît bien ses opinions. Depuis lors il a eu l'occasion à deux ou trois reprises de revenir sur le sujet, de réaffirmer sa décision de ne rien céder des droits de la province de Québec — tout en se déclarant disposé à collaborer avec le gouvernement fédéral dans l'intérêt de tous. Il est d'ailleurs appuyé dans son attitude par le Nouveau-Brunswick et l'Alberta — en ce qui a trait du moins à l'assurance-chômage. Nous espérons bien qu'il restera ferme sur ses positions, les seules logiques et défendables dans la province de Québec.

Il semble cependant, si l'on en croit les journaux, que le gouvernement King passera outre à l'opposition de MM. Duplessis et Dysart. Aucune attitude ne serait, à notre avis, plus dangereuse pour la Confédération. Les deux grands journaux de langue anglaise de Montréal, pourtant farouches partisans de la centralisation à Ottawa de toutes les commandes de la vie économique, n'ont pu s'empêcher de lui en donner l'avertissement. L'entendra-t-il?

La Commission Rowell continue son enquête, et l'on sait quelles propositions fantastiques les provinces de l'Ouest ont formulées. On sait également que de grands organismes comme la *Chambre de Commerce canadienne*, par exemple, distribuent des questionnaires conçus de façon à induire les gens à se prononcer en faveur de la centralisation à Ottawa de toutes les commandes de la

vie économique et sociale. Question de piastres uniquement. On peut déjà pressentir les conclusions de l'enquête. Il est vrai d'autre part que l'entente Duplessis-Hepburn est de nature à faire réfléchir sérieusement les autorités fédérales. Il ne sera pas commode de céder trop aux pressions des centralisateurs. Mais l'entente Duplessis-Hepburn n'a porté que sur des questions économiques. Il y a le reste, et ce reste pour la province de Québec est capital.

Nous invitons donc tous les groupements nationaux à se joindre en une action concertée pour appuyer les autorités provinciales d'une part, d'autre part, pour présenter directement à la Commission Rowell les vues de la population canadienne-française, exprimer sa détermination de ne céder rien des privilèges que la constitution actuelle lui accorde.

Quant à l'assurance-chômage et autres mesures de protection ouvrière, nous n'y sommes pas opposés en principe. Mais nous croyons qu'une réadaptation de notre vie économique est nécessaire au préalable. Ce qui importe, dans un pays comme le nôtre, où tout reste à faire, c'est de créer des sources de travail en réapprenant à nos gens à vivre de l'exploitation intelligente de nos ressources. Notre vie économique a été bâtie à faux, sous l'impulsion d'une poignée de grands spéculateurs qui n'assignaient d'autre fin à leur activité que le bénéfice matériel immédiat. L'homme en tout cela n'a été qu'un vulgaire accessoire. Qu'on revienne à une conception plus humaine de la vie économique et le pays sera dispensé pour longtemps des coûteuses et toujours insuffisantes assurances sociales.

Jacques DUMONT

## Vie de l'esprit

Semaine du livre

Qu'il y ait cinquante-deux semaines du livre par année, durant à peu près une décade, et le Canada français se transforme: il découvre ses richesses intellectuelles; il en tire de l'initiative, et surtout de l'inspiration; il devient optimiste. Optimisme: c'est bien le mot qui flottait à l'École Technique, le mois dernier, et qui remplissait aussi l'auditorium du Plateau. Nous possédons tout de même quelque chose! Dans cette salle où s'étagent manuscrits, photos et livres, un coup d'oeil circulaire passe de la philosophie à la caricature, du roman à l'économie politique, de l'industrie à la poésie, de la reliure d'art aux revues, tracts et journaux. Tout y est, tout le meilleur de nous-mêmes: depuis certaines antiquités, comme les Mémoires de Ph.-A. de Gaspé, jusqu'à tel volume encore inédit, dont on exhibe la seule couverture. C'est une récapitulation de notre histoire intellectuelle. Qu'avons-nous fait? Que faisons-nous? Que prétendons-nous faire?

Et — gloire à notre époque! — ce n'est pas la première question qui reçoit la réponse la plus encourageante; mais la deuxième, mais la troisième, surtout.

Qu'avons-nous fait? L'histoire de Garneau; la vulgarisation scientifique de Provancher; les poèmes de Fréchette, de Lemay, et puis de Nelligan; les romans de Gérin-Lajoie, de Chauveau, de Laure Conan; les essais de Parent, de Jules Fournier, d'Asselin, etc., etc. Chacun de ces noms est un progrès; chacun de ces auteurs dépasse ses devanciers, améliore notre langue, enrichit notre lit-

térature. N'eussent-ils tous existé, d'ailleurs, que dans le seul but de produire cet *Olivar Asselin*, le plus écrivain de tous nos écrivains disparus, le plus intégralement français, que nous n'aurions rien à leur reprocher de leur maladresse, de leur lourdeur, et souvent de leur ineptie; nous devrions, cordialement, les féliciter d'avoir écrit, les remercier d'avoir vécu. Et, au lieu de tant décrier ces pauvres littérateurs qui faisaient de leur grand mieux, pourquoi ne pas admirer l'extraordinaire rapidité de cette évolution? En cent ans, monter d'*Etienne Parent* à *Olivar Asselin*! nous débarrasser d'un langage hybride, pompeux, d'une pensée nébuleuse, et mettre à leur place toute la pureté, la finesse, la logique d'une phrase impeccable au service d'idées très nettes! Nous trouvons, aujourd'hui, que les Canadiens français parlent et écrivent mal. Oui, sans doute, ceux de la moyenne, le peuple instruit ou à demi instruit. Mais, pas nos grands intellectuels! Tandis que, il y a un siècle, même les écrivains de profession ne soupçonnaient pas les moindres rudiments de la grammaire, et vous bâtissaient tout bonnement un livre à coups de digressions et d'effarantes parenthèses.

Voilà ce que nous avons fait. Et que faisons-nous? Réalisé par *Olivar Asselin*, continué en lui, encouragé par lui, cet immense progrès ne s'arrête pas. Loin de là. A preuve, tous ces bouquins, toutes ces nouveautés, plus riches, plus prometteuses les unes que les autres. Marche ascendante, oui, toujours. Oeuvres théologiques du R. P. *Ephrem Longpré*, O.F.M., de *Mgr Pâquet*; histoire de l'abbé *Groulx*; sociologie de *M. Montpetit*, de *Victor Barbeau*; science du *Fr. Marie-Victorin*, de *Claude Mélançon*; poésie, poésie par-dessus tout, poésie, théâ-

tre et roman! Car, — victoire, ô François Hertell — notre siècle est celui de la littérature pure. Et si nous pouvons nous vanter d'avoir créé enfin, d'avoir produit de l'entièrement original, c'est bien grâce à tous ces jeunes, très jeunes contemporains qui, Robert Choquette en tête, sont notre gloire, et s'appellent Claude-Henri Grignon, Jeannine Lavallée, Roger Brien, Emile Coderre. Elle est tout aussi belle, cette littérature, que beaucoup des meilleures oeuvres françaises. C'est bien fait, en excellent français, ou, quand il le faut, en patois d'une extrême saveur; parfaitement construit, avec une pensée maîtresse, du sentiment, de la moralité, et, — c'est là le point — de la couleur locale. Nous commençons enfin à rester chez nous; à décrire des paysages canadiens, des événements canadiens, des aventures canadiennes. Un pas de plus, dans cette voie, et notre pays possédera une littérature authentique. Ce pas, c'est celui que nous devons faire vers la ville, en imitant Jean Narrache, qui ne craint pas, lui, de demeurer citadin. Pourquoi ne parler toujours que de campagne, d'habitants, de chantiers et de violoneux? J'admire Menaud, maître draveur, mais je n'y comprends rien du tout, rien, rien. Et pourquoi? Mais parce que je suis né sur les trottoirs, et que j'y ai toujours vécu; parce que — malgré moi, peut-être—j'ai une âme urbaine. Combien me ressemblent! Au moins 700,000 Canadiens français, dans Montréal, et sûrement 120,000 autres dans Québec, c'est bien assez de monde, je pense, pour produire un genre nouveau: des romans qui étudieraient l'âme et la vie du petit gars de la rue Parthenais, ou les splendeurs d'une débutante westmountaise, par exemple; une comédie se déroulant non pas au

bord de quelque Rivière-à-Je-ne-sais-Qui, ou dans les grands brûlés de Saint-Victor de Tring, mais sur la rue Sainte-Catherine, aux environs de chez Dupuis ou de chez... Eaton; des poèmes qui décriraient, plutôt, les grandes églises, les théâtres, les manufactures et ce qui les habite, que les sempiternelles vaches crépusculaires escadant des berges que 80 % d'entre nous n'avons jamais vues. Je ne méprise pas le genre rural. Je réclame, sans plus, la création du style citadin. C'est tout. Et c'est cela qui répond à la troisième question: Que prétendons-nous faire? Nous prétendons la créer, cette littérature. La jeunesse cultivée comprend enfin le rôle de l'écrivain: non point copier, non point imiter, non point imaginer tout ce qui peut arriver en France, en Angleterre ou dans les nuages, mais vivre en son siècle, vivre sa vie là où l'on est, observer, méditer, et ensuite décrire cette existence telle qu'elle est, et dans des paroles de son temps. La décrire, pour en voir l'âme, ou pour lui donner une âme. Cela, certes, ne nous empêche pas de toucher les sujets historiques ou étrangers, en autant qu'ils ont du rapport avec notre époque et notre milieu, en autant qu'ils servent à améliorer les humains que nous sommes: car un livre doit toujours — indirectement ou non — se fixer ce but de pousser l'homme vers la perfection morale.

Voilà, à mon sens, ce qui se dégage de cette Semaine du Livre. Seulement, tout cela est bien abstrait. Il y a le réel. Il y a la part du lecteur. Or, compte-t-on beaucoup de lecteurs, au Canada français? Tous ces livres anciens et présents, toutes ces belles reliures — surtout celles de M. Louis Forest — aussi riches, aussi artistiques que n'importe quelles importations, tous ces livres que notre

*génération veut produire, va produire, qui donc les achètera? Un fait désolant: les oeuvres canadiennes ne se vendent pas. L'on voit, chez les libraires, des piles de volumes éternellement neufs. Rien de plus triste. En face de ça, on se dit: "Il faudrait former l'esprit, habituer l'esprit de la masse à s'aimer dans des créations de son pays." Mais, comment l'habituer, sinon par l'imprimé? Et, cercle vicieux, c'est précisément qu'il ne se vend pas, l'imprimé. Défaut d'argent? Alors, où nos compatriotes prennent-ils les 75 sous qu'ils donnent, et fréquemment, à la demoiselle du Palace, le \$5.00 qui les abonne à la Gazette? Apathie, incurie, dédain a priori pour toute signature canadienne-française. Donc, si notre littérature n'est pas encore ce qu'elle doit et pourrait être, ce n'est peut-être pas faute d'écrivains, ni d'éditeurs, mais faute de lecteurs...*

*Jacques Le DUC*

### "L'accalmie" <sup>1</sup>

Entre la prise d'armes de 1837 et celle de 1838 il y eut une accalmie pleine d'angoisse et d'incertitude. Brève période entièrement dominée par la figure aristocratique d'un lord, envoyé spécial de l'Angleterre, chargé de calmer les esprits et de préparer la voie aux réformes les plus urgentes. Ce lord haut-commissaire devait être désavoué presque aussitôt par le ministère qui lui avait accordé confiance et pouvoirs extraordinaires. A Québec, la

---

<sup>1</sup> *L'Accalmie*, par Léo-Paul Desrosiers, aux éditions du Devoir, Montréal, 1937.

foule était allée à sa rencontre avec des sentiments d'espoir mêlé d'inquiétude; elle se porta accablée et silencieuse sur sa route, le jour de son départ. L'on ne sait pas si l'humiliation de lord Durham était plus grande ce jour-là que la longue douleur de ces pauvres gens qui enlevaient leur chapeau sur le passage du "dictateur" déchu.

Entre ces deux dates d'arrivée et de départ — 27 mai et 1er novembre 1838 — lord Durham, au milieu des réceptions officielles, des voyages et des problèmes de toute sorte que soulevait l'état anormal de la colonie, avait eu le temps de rédiger un rapport sur les causes des incidents de l'année précédente et sur les réformes d'ordre constitutionnel à apporter pour donner aux deux Canadas un régime administratif capable d'assurer l'anglicisation des *Canadiens* et de satisfaire les coloniaux britanniques.

C'est de cette courte période de repos qu'il est question dans *L'Accalmie*, étude historique que M. Léo-Paul Desrosiers vient de faire paraître aux éditions du *Devoir*. De lord Durham il trace les traits essentiels: "grand mince, le teint olivâtre, une tête bouclée, le profil lamartinien, une figure sévère et nette... c'est l'homme aux sentiments intenses, le nerveux, l'irritable, l' impatient; et maintenant le malade". Grand seigneur, esprit violent et perspicace, ayant lutté en faveur des grandes réformes du régime parlementaire anglais, il avait écrit, bien avant de venir en Amérique: "Je suis l'un de ceux qui voient passer avec regret

chaque heure pendant laquelle subsistent des abus avoués, mais non corrigés".

Tel est celui que l'Angleterre envoie au pays pour "autant que faire se pourra, régler et terminer toutes questions en débat dans lesdites provinces... placer les possessions de Sa Majesté, dans l'Amérique du Nord, sur des fondements tels qu'on puisse raisonnablement espérer une ère de tranquillité durable sous une forme de gouvernement conforme dans ses principes généraux à celui du Royaume-Uni, en autant qu'une telle conformité est compatible avec les différences essentielles qui doivent exister entre l'Etat métropolitain et ses dépendances provinciales". Pour accomplir cette tâche difficile, l'envoyé extraordinaire de la métropole est bien préparé. Et l'on peut dire que son rapport contient, sur l'aspect essentiellement politique du problème de la colonie, des jugements justes qui ont fini par s'imposer, en s'élargissant de toutes les conquêtes constitutionnelles subséquentes. Au Canada, c'est l'ère d'un régime parlementaire faux, de la bataille des pouvoirs, des conflits naturels et inévitables entre la Chambre populaire d'une part et de l'autre le gouverneur, le Conseil exécutif et le Conseil législatif. Lord Durham voit l'absurdité de la situation faite par la métropole à la colonie et propose de la corriger selon ses idées politiques et sa passion impérialiste.

C'est cette passion qui le poussera à se prononcer en faveur de l'anglicisation du Bas-Canada: "A l'avenir, dit-il, la fin première et constante du gouvernement britannique doit être d'établir une popu-

lation anglaise, avec les lois et la langue anglaises, dans cette province, et de ne confier le gouvernement à personne si ce n'est à une Législature tout à fait anglaise... La modification du caractère de la province doit être commencée immédiatement, bien que continuée avec précaution... Le premier objectif doit être d'en faire une province anglaise..." Pour l'expansion et l'avenir des Canadiens français, lord Durham n'organise et ne conseille rien. Il les veut angliciser tout simplement. A cette fin il propose l'Union des deux provinces. Son impérialisme l'aveugle. Personne avant lui n'avait aussi bien compris l'antagonisme des races au Canada. Et cependant il s'imagine que les Canadiens français subiront longtemps l'Union, eux qui considèrent le Bas-Canada comme leur province, leur Etat! C'est d'un illogisme incompréhensible chez un homme par ailleurs magnifiquement doué.

Lord Durham parle de nos ancêtres en termes désobligeants. Les Canadiens français, par leur survivance et leurs progrès, apportent l'indéniable démenti des faits à ses prévisions d'anglicisateur. Le temps du mépris est passé. Inutile d'accabler le lord haut-commissaire de reproches à retardement. M. Desrosiers est d'avis que le temps aurait peut-être modifié ses idées sur notre peuple. On peut en douter: tant d'impérialistes vivent parmi nous qui nous considèrent comme une race inférieure, bonne tout au plus à servir de main-d'œuvre dans les grandes usines qu'ils dirigent. Ailleurs M. Desrosiers porte ce jugement qui semble celui de l'Histoire: "Sous certains aspects, le lord haut-

commissaire était l'administrateur tout indiqué pour venir au Canada; sous d'autres, nul gouverneur général ne pouvait accomplir plus de mal en si peu de temps. Et son aventure canadienne démontre de façon évidente la petitesse et l'infirmité de l'homme devant les réalités. Continuellement, quelque chose d'important lui échappe, et il conduit le pays comme un pilote aveugle qui donne de durs coups de barre tout en manquant du sens d'orientation".

L'ouvrage de M. Desrosiers a une belle valeur littéraire. L'auteur a du métier. Il sait nous présenter un personnage, le situer dans son époque, mettre ses qualités et ses défauts en relief. Son Lord Durham ne manque pas jusqu'à un certain point de grandeur. M. Desrosiers adopte la méthode moderne d'écrire l'histoire. Il mêle le paysage aux analyses psychologiques. Ancien courriériste parlementaire à Ottawa, il a vécu longtemps dans les milieux politiques de la capitale. Il connaît bien les rouages du régime parlementaire. Les pages qu'il consacre aux vices de la constitution qui existait en 1837 sont parmi les meilleures du volume. L'ouvrage, du reste, arrive à point. La situation d'aujourd'hui, si on l'étudie en profondeur, ressemble en plusieurs points à celle d'il y a cent ans. Elle en diffère toutefois en ceci que nous pouvons faire la constatation encourageante qu'en face du colosse britannique, notre nation, sans aucun secours de l'extérieur, a résisté à toutes les tentatives d'écrasement et d'assimilation.

Léopold RICHER

## Directives

“Le monde issu de la Renaissance et de la Réforme, écrit Maritain, est ravagé depuis cette époque par des énergies puissantes et à vrai dire monstrueuses, où l'erreur et la vérité se mêlent étroitement et se nourrissent l'une de l'autre, vérités qui mentent et “mensonges qui disent la vérité”. Ces quelques lignes du grand philosophe me sont maintes fois revenues à l'esprit au cours de la lecture du dernier volume que M. l'abbé Groulx vient de publier sous le titre de *Directives* (1); “vérités qui mentent et mensonges qui disent la vérité”! Il me semble difficile de trouver une formule plus lapidaire et plus exacte à la fois pour décrire la monumentale erreur que fut le libéralisme philosophique qui s'est imposé au monde moderne et où notre peuple, catholique pourtant, va puiser l'inspiration de ses institutions politiques, économiques et sociales.

De plus, un assemblage de lieux communs, dont il faut aller chercher l'origine dans notre prédisposition au colonialisme, se trouve à la base même de notre vie nationale; et cette prédisposition s'est amplifiée, au cours des trente dernières années, au point de devenir une maladie grave, contagieuse, dont nous risquons de mourir, si elle se perpétue une génération de plus. Dans *Directives*, M. l'abbé Groulx touche du doigt ces misères, cette décadence, cet état misérable de notre peuple. Il s'attache à rechercher les causes de ce complexe d'infériorité, de cette lamentable situation dans laquelle semblent se complaire

---

(1) *Directives*, les Editions du Zodiaque, Montréal, 1937.

les descendants de ceux qui ont conquis un empire, les descendants de cette poignée de héros, aux nerfs d'acier, pour qui l'héroïsme, dans le sens absolu du mot, était la constante de vie. Et il ressort clairement de la lecture de ces pages que nous avons cessé d'être nous-mêmes dans la mesure où nous avons cessé de vivre dans un climat d'humanisme, pour nous rabattre sur le matérialisme le plus abject, le plus bas.



*Directives* ne se résume pas: ce volume se lit, se relit, une, deux, plusieurs fois; et s'il fallait annoter les passages, les phrases qui se présentent à nous comme des mots d'ordre, comme des formules de vie, toutes les pages porteraient la trace du crayon. Ne croyez pas que je me laisse aller à je ne sais quel enthousiasme. Des phrases entières de ce volume devraient être gravées au fronton de nos édifices publics; et, à la place de la "colonne" Nelson, ou de cette odieuse "statue" dédiée aux "soldats" du Transvaal, témoignage quotidien de notre complicité à "l'étranglement du petit peuple Boer", l'on devrait élever des monuments de granit où seraient écrites, en lettres d'or, quelques-unes de ces formules, véritables synthèses des aspirations d'un peuple qui ne veut pas mourir.

Je sais qu'une telle proposition fera sourire les "sages" de la Cité et me fera prendre en pitié par les "esprits forts". Mais qu'importe... je ne crains pas d'avouer mon radicalisme; ma conviction sincère est que seul le radicalisme pourra nous sauver. Bien plus! Je prétends que le radicalisme devra devenir notre règle de vie;

car si nous, catholiques, n'incarbons pas ce radicalisme nécessaire, urgent, si nous continuons, suivant l'expression du R. P. Samson, d'adapter le catholicisme à notre vie, au lieu d'adapter notre vie au catholicisme, le radicalisme dont nous subirons les effets sera d'une nature et d'un genre que nous ne priserons pas beaucoup. "Une injection de radicalisme par siècle, écrivait dernièrement Pierre Chaloult, rien à craindre. Avec notre tempérament nous ne crèverons certainement pas pour avoir fait abus de cette drogue, nous, anémiques, d'anémie pernicieuse."

\* \* \*

La lecture de *Directives* nous révèle des choses effrayantes: dix-huit ans ont passé et nous nous trouvons dans une situation économique plus précaire que celle que nous montrait, en 1920-21, l'enquête de l'Action française. À cette époque, Asselin, que cite M. l'abbé Groulx, écrivait déjà: "Pour trouver aujourd'hui en quantités utilisables de l'énergie hydraulique qui ne soit pas déjà concédée à perpétuité ou à long terme aux capitalistes américains, anglais ou anglo-canadiens, il faudrait sortir du Québec habité, gagner des profondeurs où l'aménagement serait trop coûteux".

Depuis cette époque, nos gouvernements, plus soucieux de la cuisine électorale que de la poursuite d'une politique d'envergure, inspirés par les principes dissolvants du libéralisme économique, du "laisser faire" et du "je m'enfoutisme" érigés par eux en système, se sont complètement désintéressés de notre avenir économique. De sorte que M. l'abbé Groulx pouvait affirmer aux mem-

bres de la Chambre de Commerce cadette: "Dans l'exploitation maintenant des richesses nationales et de même en toute entreprise d'exploitation, qu'il s'agisse de nos matières premières ou de matières importées, j'affirme encore, je pense, un fait que personne ne récusera, quand je dis que rarement nous tenons des rôles de chefs, de patrons, et que les grands employeurs ne sont pas en général de notre côté."

Si l'économique offre un tableau désastreux, nous ne pouvons même pas dire que dans les autres domaines, du moins, nous ayons fait un seul pas. Et ce qui fait l'unité de ce volume, composé de conférences prononcées en des circonstances apparemment si différentes, c'est le souci unique, retrouvé partout, de nous montrer les causes du mal dont nous souffrons, de nous localiser, de nous indiquer les raisons que nous avons de ne pas désespérer et les moyens dont nous disposons pour réagir dans le sens de nos "lignes de force". "Nous avons, pour guider magnifiquement notre vie publique, deux grandes idées directrices: l'idée catholique et l'idée nationale. Le mal dont nous souffrons existerait-il ou serait-il si grave et si grand, si tous, tant que nous sommes, les uns plus que les autres, sans doute, nous n'avions plus ou moins tourné le dos à ces idées directrices."

Les responsables? Nous les connaissons. Ce sont ceux qui, à quelque milieu qu'ils appartiennent, hommes politiques, hommes d'affaires, intellectuels, éducateurs ou autres ont perdu de vue que le national est autre chose qu'un mot ou une valeur de second ordre qui peut céder le pas aux préoccupations matérielles. Ce sont encore ceux qui orientaient la vie canadienne-française vers un

éternel servage et poussaient, par l'enseignement outrancier de l'anglais, "2,500,000 Canadiens français vers la recherche de l'emploi et de leur gagne-pain au service d'une minorité de 500,000 âmes". Les responsables, ce sont enfin ceux qui ont fait de notre peuple un "peuple qui ne sait rien de la patrie, qui est incapable de vibrer pour elle, pour sa terre et ses morts", mais "qui sait se passionner jusqu'à la folie hystérique, pour le mythe du parti et pour des fantoches de forum".



Les remèdes ou plus exactement les directives que nous indique celui qui est l'âme de notre nationalisme, nous sont clairement définies. Le peuple canadien-français doit revenir à la ligne maîtresse de son histoire et baser son relèvement national sur cette histoire, pour y rechercher "la formule inspiratrice de sa vie politique" et pour "se dégager de l'étreinte du conquérant, se dégager un peu plus chaque jour, accroître, d'étape en étape, son autonomie, tendre de toute la tension de son âme vers la fierté de son destin français". Nous devons redevenir des catholiques, pénétrés de ce catholicisme qui "transcende toute notre vie, vivifie tout notre être", et rejoindre notre première constante: "notre vocation paysanne".

Le Canada français est une nation! Si nous voulons une véritable renaissance nationale, nous devons nous graver cet axiome, cette évidence dans l'esprit. Cette "idée nationale évoque l'idée de culture". Et en des pages magnifiques, M. l'abbé Groulx nous indique nos devoirs envers les appuis de cette culture; il nous mon-

tre toutes les raisons que nous avons de vouloir rester français; et "la seule espèce de Canadiens français possible ou viable en ce pays, insiste-t-il, sera celle de Français conscients, de Français de volonté et de réaction, ou il n'y aura plus de Français d'aucune sorte". Il nous indique de plus dans quelles proportions nous pouvons tenter d'assimiler les cultures étrangères — la culture anglaise plus spécialement — sans que cela nous devienne préjudiciable et risque d'étouffer en nous le génie de la culture française.



*Directives:* rarement livre a mieux mérité son titre que celui-là! On se refuse à croire que des Canadiens français, chargés d'orienter notre peuple vers ses destinées nationales, se soient montrés, à ce point, inférieurs à leur tâche. On serait tenté d'employer les qualificatifs adéquats pour désigner comme il convient, pour stigmatiser ces êtres serviles que les Canadiens français se sont donnés comme "chefs" depuis soixante-dix ans. "Ah! que n'avons-nous ici un Léon Bloy", dirait avec combien de raison Valdombre, pour vous situer et vous décrire dans un style vengeur de polémiste, que son caractère d'historien empêche M. l'abbé Groulx d'employer, ceux qui nous ont habitués "à subir la domination étrangère comme un joug naturel et légitime" et ceux qui, aujourd'hui, continuent sciemment leur besogne néfaste de dénationalisation de tout un peuple. Ce genre de style ne plairait forcément pas à tout le monde, mais diable, pourquoi ne pas appeler les choses par leur nom, et qualifier de traîtres ceux qui assassinent l'idéal de notre peuple?



Je m'en voudrais toutefois de ne pas signaler, avant de terminer, la dernière conférence du volume: "Préparation des Jeunes à leurs tâches prochaines". C'est, à mon avis, celle qu'il faudrait relire le plus souvent. Elle mériterait d'être citée tout entière, d'être reproduite à cent mille, à cinq cent mille exemplaires et distribuée dans tous les collèges et écoles du Canada français. M. l'abbé Groulx s'adresse à cette jeunesse catholique chez qui il voudrait voir se développer intensément le sens français. "Il faut créer en vous, dans les parties les plus nobles de votre âme, le sens social, leur dit-il: sens des raisons profondes de la société, de ses devoirs et, disons-le, pour nos temps malheureux, sens surtout de nos maux". Soyez grands, soyez sublimes, élevez-vous au-dessus des petites contingences de la vie et faites que l'on reconnaisse en vous des catholiques et des Canadiens français d'une seule pièce, tels sont les termes dans lesquels j'essaierais de résumer, bien imparfaitement, les dernières pages de ce volume. "Pour toutes ces raisons, y lisons-nous, la réalité politique — je ne dis pas: électorale, politicienne — ne saurait, non plus, rester étrangère à votre formation et à vos projets d'action". "La vraie, la forte personnalité, continue l'abbé Groulx, est quelque chose d'un: et l'on n'y admet d'illogismes d'idées ou de conduite qu'au péril du tout". Nous portons souvent des jugements sévères sur nos aînés: "c'est votre droit de les trouver petits, nous dit l'auteur de *Directives*, pourvu que vous acceptiez le devoir d'être plus grands qu'eux", "et, conclut-il, donnez-nous des hommes et des saints. Et espé-

rez". Espérons jusqu'à la victoire qu'il nous faisait entrevoir si belle, si magnifique, quand il s'écriait au Congrès de Québec, en juin dernier, face à nos politiciens, les plus grands responsables de notre déroute: "Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, notre Etat français, nous l'aurons; nous l'aurons jeune, fort, rayonnant et beau, foyer spirituel, pôle dynamique pour toute l'Amérique française. Nous aurons aussi un pays français, un pays qui portera son âme dans son visage. Les snobs, les bonne-ententistes, les défaitistes peuvent nous crier, tant qu'ils voudront: "Vous êtes la dernière génération de Canadiens français..." Je leur réponds avec toute la jeunesse: "*Nous sommes la génération des vivants. Vous êtes la dernière génération des morts*".



Je ne puis m'empêcher de comparer M. l'abbé Groulx à cet autre historien, qui possédait, lui aussi, le sens de la grandeur française: Jacques Bainville. "Bainville a refait en esprit le lent voyage de la nation à travers les siècles", ai-je lu quelque part. M. l'abbé Groulx, le seul historien digne de ce nom que nous possédions, l'a fait ici, ce lent voyage de la nation à travers les trois siècles de notre courte histoire. La mesure, la sagesse, le bon sens, cette faculté de saisir l'essentiel au milieu d'un tas de petits détails, que possède Bainville, M. l'abbé Groulx en est pénétré au même degré. Son histoire est une histoire vivante. Les personnages qu'il nous présente ont une âme, nous les voyons évoluer sous nos yeux, nous nous sentons transportés dans le milieu et à l'époque à laquelle ils vivaient. Louis XIV, Colbert, Talon et tant

d'autres, il nous semble les connaître; alors que la plupart des historiens de petite classe nous ont présenté un Louis XIV distant, superbe, M. l'abbé Groulx nous en trace un portrait que l'on sent conforme à la réalité: un roi français, demeurant dans la tradition de la monarchie française et s'efforçant de travailler à la grandeur de la France.

L'oeuvre de M. l'abbé Groulx est un monument que notre peuple doit s'honorer de posséder et *Directives* est une des plus belles pierres de ce monument.

Dostaler O'LEARY

### Note de lecture

*La poésie n'intéresse plus le public. Jules Romains l'affirme dans sa préface à l'Homme Blanc. L'une des causes de cette désaffection généralisée, ce serait l'hermétisme des poètes contemporains, cette poursuite prolongée et, en définitive, desséchante, de la poésie pure. Les plus grands se sont enfermés dans leur recherche, ils ont joué à colin-maillard avec le lecteur, et le lecteur s'est fatigué à ce jeu où tout lui était promis, et tout lui demeurait inaccessible. De sorte qu'en France même, m'affirme-t-on, quelques rares poètes sont seuls à faire leurs frais d'impression: un Claudel, un Valéry, un Jammes...*

*Le problème n'est pas aussi simple et Romains ne prétend pas tout expliquer ainsi. Le poète seul n'a point perdu le sens de sa fonction sacrée (et d'ailleurs, si les mineurs subtilisent, l'a-t-il perdue, un Claudel, ou ne l'aurait-il pas retrouvée?...). Il faut mettre en cause le monde moderne, les conditions de vie qu'il nous impose,*

*ses duretés, ses légèretés, et, quoi qu'en dise Romains, ses prosaïsmes. Le sens du gratuit, où le trouver désormais? où le trouver pur, sans fuite éperdue, sans jeu à part soi?*

*Un jeune Canadien français vient de publier une plaquette de vers (1). Quel fut son succès de librairie, je l'ignore, mais ce que je sais, c'est qu'il est poète.*

*Au sortir d'une de ces conversations à mots couverts comme on en a tous les jours, où deux amis se rendent compte, au delà des phrases moyennes, de ce à quoi leur vie s'attache et jusqu'à quel point ils vont se séparant (j'ai senti là combien certaines grandeurs sont aujourd'hui méprisées), je suis tombé par hasard sur ce petit volume, déjà parcouru, Regards et jeux dans l'espace. J'ai perçu comme la fin du dialogue et comme une voix qui, de très haut, me venait en aide:*

*Mais laissez-moi traverser le torrent sur les roches,  
Par bonds quitter cette chose pour celle-là  
Je trouve l'équilibre impondérable entre les deux  
C'est là sans appui que je me repose.*

*Monde de subtilités, m'avaient dit quelques-uns de ceux qui croyaient avoir compris ce langage. Je ne pense pas. Rien ne ressemble autant à une attitude précieuse qu'une recherche de simplicité qui n'a pas encore trouvé son harmonie totale. Abandonnons-leur quelques vers, à regret.*

*Don des yeux, interprétation profonde des paysages, sous leur air de pastorale (cf. les Ormes, Saules, Pins à*

---

(1) *Regards et jeux dans l'espace*, par Saint-Denys Garneau (en vente chez l'auteur, 353, Oliver, Westmount), dont Roger Duhamel a rendu compte en novembre.

sait quelle région aérienne, dure cependant, et pathétique : contre-jour, etc.). Et cette rencontre subite, dans on ne

On a décidé de faire la nuit  
 Pour une petite étoile problématique  
 ...On a décidé de faire la nuit  
 pour sa part  
 De lâcher la nuit sur la terre  
 Quand on sait ce que c'est  
 Quelle bête c'est  
 Quand on a connu quel désert  
 Elle fait à nos yeux sur son passage.

Je dis que cela n'est point du symbolisme, mais une profonde transparence. Et nous atteignons à la vraie grandeur du poète, à cette qualité plus rare et plus fuyante et plus divine que la force, quand elle s'y retrempe : la fluidité. Regards d'un enfant émerveillé. On vous suggère des images, on les amorce sans y insister ; c'est une pénétration beaucoup plus qu'un enveloppement. "Portrait" me semble très significatif :

C'est un drôle d'enfant  
 C'est un oiseau  
 Il n'est plus là

Le rythme sautille, la pensée suit le rythme ; le peintre s'amuse, avec une pointe de fine tendresse.

Il lui faut aller vers vous,  
 Et quand il s'arrête  
 Et s'il arrive,  
 Il n'est plus là.

*Et cependant, nous voilà plus avant que nous ne devions, une pensée glisse, qui affleure d'un monde de pensées informulées:*

*Alors il faut le voir venir  
Et l'aimer durant son voyage.*

*Le vers libre évince la cheville, mais il cache cet écueil plus redoutable: la liberté. Garneau s'y joue, il ne s'y perd point. On oublie, en le lisant, les difficultés de facture, que son caprice a presque toutes vaincues. Non que le poète donne sa mesure: il y a de longs détours qui débouchent sur de la grisaille, des maladroites qu'on pardonnerait plus volontiers à d'autres. Mais quels cris et quels déchirements parfois! Qu'on relise le poème qui commence par:*

*Tu croyais tout tranquille  
Tout apaisé  
Et tu pensais que cette mort était aisée.*

*ou cet autre:*

*Qu'est-ce qu'on peut pour notre ami  
au loin là-bas  
à longueur de notre bras.*

*...Si Jules Romains a raison, quelle tristesse! Ce serait au moment où le poète est menacé de solitude et d'indifférence que le Canada français connaîtrait l'un de ses poètes les plus authentiques.*

*André L.*

*Avez-vous soldé le montant de votre abonnement?*

## Notes bibliographiques

### Leçons de droit naturel

IVe partie, *les droits et devoirs individuels*, en deux tomes, par l'abbé Jacques Leclercq, professeur à la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Institut Saint-Louis à Bruxelles. Maison d'édition Ad. Wesmæl-Charlier (S.A.), Namur (Belgique), 1937.

J'ai gardé de mon adolescence un préjugé selon lequel tous les manuels seraient forcément ennuyeux. Les manuels de ce temps-là y étaient sans doute pour quelque chose: schématiques, arbitraires, loin du réel, exsangues.

Les *leçons de droit naturel* dont l'abbé Leclercq vient de terminer la publication<sup>1</sup> n'entrent point dans cette définition, je suis heureux de le proclamer. Si elles embrassent une vaste matière, ce n'est pas au dépens de la vie ni de la vérité. Si en définitive elles s'appuient sur une philosophie traditionnelle, leur fidélité n'implique aucune étroitesse, elles ne se refusent ni aux découvertes modernes ni aux exigences d'aujourd'hui.

L'abbé Leclercq est un sage. Ses démonstrations s'étaient sur une large expérience des choses et des hommes. Il y a chez cet audacieux une sorte de paix tranquille, un bon sens qui ne s'en fait pas et qui crève les illuminismes pseudo-scientifiques, comme il scrute sans pitié nos égoïsmes et leurs ersatz. C'est calme, objectif et puissant. L'adversaire y trouve justice: avant de le condamner, on lui aura longuement laissé la parole. Pas de victoires à bon marché. Mais des victoires.

Cette quatrième partie se divise en deux tomes. Le premier, *Vie, disposition de soi*, traite surtout du respect de la vie et de la libre disposition de soi. Le second, *Travail, propriété*, aborde les problèmes de la plus tragique actualité. On y trouve sur le droit de propriété, le syndicalisme, le socialisme, des aperçus nouveaux. Le mouvement social chrétien, en particulier, fait l'objet d'un chapitre remarquable où l'auteur n'abuse point de l'argument d'autorité; il y explique par la méfiance et par la peur des chrétiens le manque de dynamisme et le retard constant des catholiques dans le domaine social.

<sup>1</sup> Voici le titre des trois premières parties:

I. Le fondement du droit de la société; 2e éd., 1933;

II. L'État ou la politique; 2e éd., 1934;

III. La famille; 1933.

L'armature doctrinale est solide; pour bien en montrer les résonnances concrètes, pour mieux la situer dans le temps et l'espace, l'abbé Leclercq se permet de vives incursions dans le domaine des faits. Voilà peut-être ce qui communique à ses leçons leur atmosphère d'actualité, leur vie constante. Ici encore, le bon sens de l'auteur est implacable. Parfois il nous apparaît un peu court; ainsi, dans l'analyse par ailleurs très fine qu'il fait du type révolutionnaire, peut-être son tempérament le met-il trop en garde contre le sens et le goût de l'aventure; de même, il me semble que parfois son amour du réel l'achemine vers un empirisme qui manque d'horizon. Bien entendu, il ne s'agit que de tendances, et nous sommes ainsi préservés de l'unité factice que certains intellectuels imposent à leur œuvre et qui la faussent.

Ces *Leçons de droit naturel* sont un instrument de travail indispensable; nous le recommandons aux esprits qui veulent acquérir, dans ce domaine, et sans spécialisation, des notions justes sur les doctrines et sur les événements.

André L.

### La société et l'État

Par le R. P. Marie-Benoît Schwalm, chez Flammarion, Paris, 1937.

Le livre du R. P. Marie-Benoît Schwalm vient à son heure. Beaucoup de clarté s'en dégage: ce qui n'est pas d'un mince intérêt en un temps où une masse d'hurluberlus, dénués de toute base doctrinale, plus confiants dans les impulsions viscérales que dans la lumière de l'esprit, affirment leur volonté de chambarder ce dont ils se gardent bien d'avoir une notion claire puisqu'ils s'exercent, comme le dit Roger Caillois, "à mépriser l'intelligence par pressentiment d'avoir tout à en redouter". C'est un ouvrage solide, consciencieux, illuminé d'un bout à l'autre par l'esprit de saint Thomas. Il fait plaisir de noter qu'il ne s'agit pas, dans le cas du Père Schwalm, d'un thomisme de commande, où se manifeste trop souvent un conformisme qui inventorie sans inventer et qui répète sans prolonger. A un moindre degré que Maritain, par exemple, le R. P. Schwalm prouve cependant qu'on peut fort bien être thomiste sans se voir condamné à sécher sur des commentaires de saint Thomas; que le véritable thomiste, au contraire, n'est pas celui qui se fait l'écho du Docteur mais celui qui agit dans le prolongement vivant de son esprit.

Il est réconfortant de voir avec quelle fermeté le Père affirme la réalité de la personne et sa liberté en face de l'État — au char triomphant duquel elle est aujourd'hui attachée.

“La personne humaine existe par soi et non par l'État; tout ce qui lui appartient, en tant que personne humaine, comme nécessaire à la conservation de son être de personne humaine, ne lui appartient pas par concession de l'État mais par droit de nature.— Il (l'État) doit favoriser les opérations individuelles de l'homme, travail, propriété, gouvernement des biens, liberté, toutes les opérations raisonnablement exigées par la conservation de la personne humaine, selon sa nature, d'un mot: l'autonomie personnelle” (pp. 216 et 217). C'est là du personnalisme authentique. Que les partisans de l'asservissement en masse en prennent leur parti, qui ne peuvent voir les exigences personnalistes sans crier au “ropsisme, fourrier inconscient du communisme”. (Je sais pertinemment que ce terme de “ropsisme” ne veut rien dire; il peut faire juger en revanche du niveau intellectuel de ceux qui débitent — de sang-froid! — de telles énormités.)

Disons toutefois que l'abord d'un tel ouvrage est tout de même un peu difficile. Une certaine sécheresse dans l'exposé, une certaine rigidité — cela s'explique évidemment par le fait que ce volume est tiré des notes d'un cours professé par le Père — requièrent quelque peu de patience de la part du lecteur. Patience amplement récompensée par la richesse de pénétration et la netteté de ce livre lourd de substance.

Guy FRÉGAULT

### La propriété privée

Droit réel, droit limité, d'après saint Thomas et les encycliques de Léon XIII et de Pie XI, par l'abbé Wilfrid Morin. Aux éditions Albert Lévesque, Montréal, 1936.

Pourquoi faut-il qu'un ton d'apologétique tendue et constante diminue le plaisir qu'on prend à lire ce solide bouquin? Il nous semble qu'il eût gagné en plausibilité et en force ce que peut-être il eût perdu en lyrisme. Comme il ne s'agissait pas d'un ouvrage de propagande, un exposé serein et rigoureux, moins de sarcasme et de dédain pour l'adversaire, nous eussent convaincus bien davantage.

Je regrette d'avoir à faire ces réserves, car la doctrine qu'expose l'abbé Morin est trop peu connue chez nous. Nous voulons bien accepter le droit, mais nous ignorons les limites; tous les privilèges qu'on voudra, à condition que ce soit sans responsabilités. L'auteur insiste opportunément sur l'aspect social du problème. Il y va avec une rude franchise. Les esprits libéraux l'ont taxé de socialisme;

l'accusation ne l'effraye point car il sait sa position inattaquable, et il la défend avec une dialectique redoutable.

Son livre contient un exposé à peu près complet de la théorie chrétienne de la propriété. Nous nous serions, quant à nous, montré plus "socialiste" encore ! mais, telle quelle est, sa thèse fait preuve d'un réalisme et d'une vigueur que nous sommes heureux de saluer.

André L.

## En Espagne "rouge"

Par Jean Raynaud, aux éditions du Cerf, Paris, 1937.

Ce vivant reportage de Jean Raynaud, parce qu'il est sincère et objectif, risque de décevoir tous les partisans. Nous voulons y voir le témoignage d'un Français et d'un catholique qui connaît l'Espagne, et qui trouve dans le drame de la révolution actuelle autre chose qu'un aliment à des fureurs de gauche ou de droite. Ce petit volume de 110 pages ne prétend point épuiser la question et, puisque c'est un reportage, demeure assez superficiel. Ce qui nous passionne en lui, c'est qu'aucun élément de la tragédie ne lui demeure inconnu, c'est qu'il n'oppose son refus à aucune vérité.

Le problème, comme il l'indique, ne se résume pas à déclarer si l'on est pour ou contre Franco. Il y a un fait révolutionnaire, mais il y avait en Espagne une situation prérévolutionnaire. Qu'on médite, par exemple, un moment sur la leçon qui se dégage des statistiques suivantes :

"Avant la révolution :

1% de la population possédait 51.5% de la terre;

14% de la population possédaient 35.2% de la terre;

20% de la population possédaient 11.1% de la terre;

25% de la population possédaient 2.2% de la terre;

Et 40% de la population ne possédaient rien du tout."

Faut-il, en partant de là, taire ou glorifier les abominations ou les sacrilèges dont les Rouges se rendirent coupables depuis juillet 1936 et même auparavant ? Ce serait, à des préjugés, opposer des pharisaïsmes nouveaux. Il n'y a pas que des purs et des héros en Espagne loyaliste ! les massacres massifs de prêtres et de religieux, les incendies criminels, la terreur organisée, des injustices sociales à rebours : tout cela pèse lourd contre la cause des gouvernementaux. Et Jean Raynaud de citer l'aventure de nombreux Français, engagés par foi révolutionnaire, par désir de justice ou d'aventure, par intérêt ou inconscience dans la Brigade Internationale, qui s'en éloignent maintenant parce qu'ils ont vu,

qu'un dégoût profond les saisit devant les sales besognes qu'on leur ordonnait, la façon indigne dont on les traitait, et par l'embourgeoisement paradoxal des nouveaux profiteurs du régime.

Les Rouges ou Franco? le dilemme se pose-t-il à nous, Canadiens français, seulement dans ces termes? Notre réaction sera-t-elle seulement: l'anticommunisme et le cadenas? La leçon que Jean Raynaud tire du drame espagnol me semble plus féconde:

"Il y a neuf mois, en rentrant d'U.R.S.S., j'écrivais: Lorsque l'injustice sociale règne, flagrante, dans une nation, une redistribution des biens se fait fatalement dans la douleur. — En quittant la terre d'Espagne, la même implacable et logique leçon s'impose à mon esprit.

"Si l'injustice sociale n'avait pas été aussi grande, aussi méconnue par tant de responsables, n'avait pas duré aussi longtemps, ni armé de rancœur et de haine tant de pauvres gens, y aurait-il aujourd'hui l'Espagne "rouge" et les Soviets, l'Espagne "blanche" et Franco, des ruines et des deuils pour un siècle accumulés?...

"Puissent ceux qui souhaitent la paix sociale dans leur pays et la paix dans le monde méditer la leçon d'Espagne et ces mots du Fils de l'Homme:

*"Marchez tandis que vous avez la lumière, afin que les ténèbres ne vous surprennent pas. Car celui qui marche dans les ténèbres ne sait pas où il va. Tandis que vous avez la lumière, croyez en la lumière, afin d'être des fils de lumière."*

André L.

## Esprit

Revue internationale, édition française, livraison d'octobre 1937, No 61, Paris.

L'avant-dernier numéro de la revue européenne *Esprit* est excessivement intéressant en ce qu'il expose tous les aspects du fédéralisme suisse. On y voit qu'au pays de Guillaume Tell le respect des minorités n'est pas un vain mot. Les points de vue les plus divers, linguistique, culturel, économique, politique, religieux, y sont soigneusement étudiés et vous découvrent une application généreuse et compréhensive du principe de la liberté. Il y a lieu pour nous, Canadiens français, de méditer ces pages qui font voir, par des confrontations suggestives, ce que nous aurions pu faire de la Confédération canadienne, si nous avions été des hommes.

Arthur L.

## Saint François d'Assise, patron de

### l'Action catholique

Par Rosario Vaillancourt, prêtre, aux éditions des Amis de saint François, Montréal, 1937.

Je reste étonné du peu de rayonnement du Poverello, en dépit d'une armée de tertiaires, auprès de l'élite canadienne-française. J'en demeure stupéfait parce qu'il n'y a pas dans l'Église de figure plus attachante, plus humaine, plus passionnante. Ni de plus divine. Ni de plus actuelle. Sa morale — si l'on peut parler de sa morale, à lui qui ne fut qu'amour —, sa spiritualité si magnifiquement incarnée font de lui, malgré les siècles qui nous en séparent, un homme du temps présent. Le message que nous cherchons douloureusement et que nous nous obstinons à ne pas trouver, il le porte en lui, il veut nous le transmettre par des rires et par des larmes, par cette simplicité qui garde sa fraîcheur au travers des siècles; après huit cents ans, voilà qu'il nous semble nouveau, tandis que nous nous sentons desséchés et séniles... Il fut le triomphe intégral du spirituel en un âge tourmenté, divisé contre soi et haletant, et qui présente avec le nôtre des analogies bien curieuses. Il rétablit le pauvre en sa royauté, contre la tyrannie de l'argent, — sans maudire la richesse, —, par l'intensité de son pur regard. Le monde tremblait de vieillesse, l'Église paraissait vieille: pour avoir découvert le Créateur, il lui fut donné de connaître la splendeur de la créature, d'apercevoir frère Soleil et sœur Terre. Ce petit maigrichon sautillant, tout en nerfs (et tout en douceur), brûlant, mais qui savait la vertu du sourire, ce solitaire qui vivait parmi les foules et cet apôtre qui s'enfuyait à l'Alverne, ne semble-t-il pas que sa nature complexe ait vécu tous les paradoxes, résolu les contradictions du monde? C'est un homme que nous avons soif de contempler, mais nous ne le savions pas...

Quelques fidèles ont fondé au cours des mois derniers "les Amis de saint François". Ils sont les pionniers d'un culte qui fleurira demain, j'en ai la certitude. Qu'ils nous livrent de François d'Assise une image authentique, avec les fleurs, avec les oiseaux, mais aussi avec les stigmates de l'Alverne: toute l'exigence franciscaine, une poésie fluide mais robuste, et non pas seulement les images stéréotypées. Ils ne m'en voudront pas de cette remarque, qui n'est point un reproche déguisé, puisque je n'ai pas encore le plaisir de les connaître.

Ils nous expliquent dans cette brochure le but de leur œuvre; et M. l'abbé Rosario Vaillancourt, dans un solide exposé, montre en quoi saint François d'Assise est par excellence le patron de l'Action catholique.

André L.

## Le point d'interrogation

Abbé Victorin Germain, 680 *bis*, chemin Ste-Foy, Québec, 1937.

Aux pourquoi nombreux de l'adolescence sur les mystères de l'amour et de la vie, l'abbé Germain apporte des réponses claires, satisfaisantes, sereines. Sa démonstration, faite de simplicité et de respect pour les jeunes âmes, se complète de textes empruntés à la tradition chrétienne et aux auteurs contemporains qui ont abordé les problèmes de la sexualité et de l'initiation qu'elle requiert.

Le point d'interrogation, sans être résolu en profondeur, fournit aux esprits inquiets toutes les notions élémentaires. Ce n'est pas une somme, c'est un manuel bien fait. Un livre qui fera du bien.

Au pays de Québec, le jour où ces questions troublantes seront abordées avec franchise, un grand pas sera accompli en faveur de la santé morale de notre peuple.

Ce petit volume, très bien édité, s'orne de nombreuses reproductions de toiles célèbres qui en agrémentent la lecture.

Roger DUHAMEL

### SECRETARIAT DE LA PROVINCE

## *Un problème résolu !*

Si un écolier manifeste des dispositions pour les carrières industrielles ci-après nommées: le travail des métaux (ajustage — mécanique — fonderie — forge — soudure) ● l'électricité ● le travail du bois (menuiserie — charpente — modelage — ébénisterie) ● le dessin industriel ● les mathématiques ● les sciences (chimie — physique), donnez-lui une **bonne formation primaire jusqu'à la 8ème année inclusivement**. Par la suite, et **sans tarder**, dirigez-le vers

## **L'ÉCOLE TECHNIQUE de QUÉBEC**

187, Boulevard Langelier



Tél. 2-6864

*Prospectus complet et illustré sur demande*

Honorable Albiny Paquette, Ministre,  
Monsieur Jean Bruchési, sous-ministre.

Paraîtra fin janvier

# L'Action catholique

d'après

les directives pontificales

Par

le R. P. ARCHAMBAULT, S. J.



**Volume d'environ 150 pages**

**Prix: 50 sous, franco 55 sous**



## ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

1961, rue Rachel Est, Montréal

# SEMAINES SOCIALES DU CANADA

## SÉRIE COMPLÈTE

---

Les cours et conférences de chaque Semaine Sociale tenue au Canada depuis la fondation de l'oeuvre en 1920 ont été publiés en volume. En voici la liste:

I—Montréal, 1920, L'ENCYCLIQUE <i>Rerum novarum</i>	\$1.50
II—Québec, 1921, LE SYNDICALISME	2.25
III—Ottawa, 1922, LE CAPITAL ET LE TRAVAIL	1.50
IV—Montréal, 1923, LA FAMILLE	1.50
V—Sherbrooke, 1924, LA PROPRIÉTÉ	1.50
VI—Trois-Rivières, 1925, LA JUSTICE	1.50
VII—Québec, 1927, L'AUTORITÉ	1.50
VIII—St-Hyacinthe, 1928, LE PROBLÈME ÉCONOMIQUE	1.50
IX—Chicoutimi, 1929, LA CITÉ	1.50
X—Ottawa, 1931, L'ÉTAT	1.50
XI—Montréal, 1932, L'ORDRE SOCIAL CHRÉTIEN	1.50
XII—Rimouski, 1933, LE PROBLÈME DE LA TERRE	1.50
XIII—Joliette, 1935, L'ÉDUCATION SOCIALE	1.50
XIV—Trois--Rivières, 1936, L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE	1.50
XV—Saint-Hyacinthe, 1937, LA COOPÉRATION	1.50

Comme quelques volumes — entre autres le IV, LA FAMILLE — sont presque épuisés, ils ne se vendent qu'avec la série complète.

On peut encore se procurer cette série à un prix de faveur: \$20.00 (au lieu de \$23.25) plus les frais de port.

Les bibliothèques publiques, les maisons d'éducation, etc. devraient profiter de cette offre. Car bientôt, étant donnée la rareté de quelques sujets, la série complète se vendra au prix élevé des volumes rares.

### Secrétariat des Semaines Sociales

1961, Est rue Rachel - - Montréal

---

# "Inferiority Complex"

● Le point faible du Canada français, c'est les affaires: il y a bien quelques exceptions mais nous n'avons pratiquement aucune firme à renommée nationale **a mari usque ad mare.**

● Moins d'**inferiority complex** et plus d'audace basée sur une meilleure connaissance des méthodes modernes de vente, nous aideraient à reconquérir d'abord notre propre marché, puis notre juste part du marché national canadien.

● Comment savons-nous qu'un nom canadien-français ne serait pas aussi populaire que tout autre? Nous n'avons jamais dépensé l'argent nécessaire pour l'apprendre.

## VICTOR-C. SOUCISSE & CIE

Techniciens de la vente par l'annonce  
Agence publicitaire

HOTEL WINDSOR

—

MONTREAL

# A nos abonnés

● Pour servir comme elle le voudrait, la cause catholique et française au Canada, "L'Action nationale" devrait avoir une plus large diffusion.

● Le nombre de ses abonnés n'est pas assez élevé. Un accroissement tangible, tout en agrandissant son champ d'action, lui permettrait d'affermir et de développer son oeuvre, de la rendre de plus en plus utile.

● Nous comptons sur nos lecteurs pour nous obtenir cet accroissement nécessaire.

● Une augmentation dans le nombre de nos annonceurs nous aiderait aussi. Toute maison canadienne-française a intérêt à annoncer dans notre revue, à la voir même grandir.